



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session — 31^e Législature

Le mercredi 7 mars 1979

Vol. 21 — No 2

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Dépôt de documents	
Rapport concernant le revenu minimum garanti.	19
Guide aux entreprises québécoises.	19
Rapports de commissions élues	
Formation des commissions permanentes.	19
Questions orales des députés	
Policiers de la SQ préposés à la cueillette de renseignements.	20
Grève à la CTCUQ.	21
Investissements à la SIDBEC.	23
Conflits dans l'industrie du bois de sciage.	24
Grève à la compagnie Voyageur.	25
Conflit de travail à Murdochville.	26
Avenir des travailleurs de REXFOR.	27
Application du règlement relatif au transport en vrac.	27
Motions non annoncées	
Félicitations à l'équipe québécoise des Jeux d'hiver du Canada.	29
Travaux parlementaires.	29
Débat sur le message inaugural	
M. Gérard D. Levesque.	30
Motion de censure.	43
Ajournement.	44

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7*

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mercredi 7 mars 1979

(Quinze heures quatorze minutes)

Le **Président**: A l'ordre, s'il vous plaît! Moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

M. le ministre d'Etat au développement social.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Rapport concernant le revenu minimum garanti

M. Marois: C'est avec un très grand plaisir que je dépose le rapport du groupe de travail et d'étude, intitulé "Les diverses hypothèses d'implantation d'une première étape de revenu minimum garanti".

Le Président: Document déposé.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

Guide aux entreprises québécoises

M. Tremblay: Il me fait plaisir de déposer le "Guide des programmes d'aide offerts aux entreprises québécoises".

Le Président: Document déposé.

A l'ordre, s'il vous plaît!

Dépôt de rapports de commissions élues.

M. le député d'Abitibi-Ouest.

Rapports de commissions élues

Formation des commissions permanentes

M. Gendron: Conformément au règlement de l'Assemblée nationale, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui s'est réunie ce 7^e jour de mars 1979 afin de désigner les membres qui feront partie des commissions élues permanentes, les intervenants, les députés désignés pour agir comme présidents des commissions élues.

Le Président: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest.

Est-ce que ce rapport sera agréé?

M. Bellemare: Non, M. le Président. Je fais une motion spéciale pour vous dire que ce matin, lors de la réunion de la commission de l'Assemblée nationale, j'ai fait une proposition, une motion même. En vertu de l'article 139, M. le Président, c'est vous qui devez décider. Même si on vient de vous dire, à votre droite, que cela va à l'encontre du règlement...

M. Burns: Il n'y en a pas! Il n'y a pas de discussion sur un dépôt de rapport, voyons donc!

M. Bellemare: Un instant! Vous n'avez pas parlé pendant l'autre session, j'espère que vous allez faire la même chose cette fois-ci. Vous avez été drôlement mis au rancart; on constate cela avec plaisir.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, s'il vous plaît, vous savez que sur une...

M. Bellemare: Oui, je reviens. J'ai fait une proposition, une suggestion ce matin et je m'aperçois que, dans le rapport qui est fait, il n'y a aucun changement dans la liste des présidents des commissions parlementaires.

Le Président: Est-ce que ce rapport sera adopté?

M. Bellemare: Non, tant et aussi longtemps que vous ne nous aurez pas donné votre rapport.

Le Président: En vertu de l'article 138, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, je crois que ce rapport est adopté ou rejeté à la majorité, sans débat ni amendement.

M. Bellemare: Alors, je demande un vote enregistré, M. le Président.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

J'appelle maintenant le vote sur le rapport présenté par M. le député d'Abitibi-Ouest sur la séance de la commission de l'Assemblée nationale qui a siégé ce matin.

Que ceux qui sont en faveur d'agréer ce rapport veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailion), Charron, Cardinal, Burns, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Tremblay, Bérubé, Mme Ouellette, M. O'Neill, Mme Cuerrier, MM. de Belleval, Joron, Johnson, Proulx, Lessard, Lazure, Léger, Tardif, Martel, Vaillancourt (Jonquière), Chevrette, Bertrand, Michaud, Rancourt, Lefebvre, Laplante, Mme Leblanc-Bantey, MM. Bisailon, de Bellefeuille, Gendron, Mercier, Alfred, Gagnon, Ouellette, Perron, Gosselin, Clair, Brassard, Godin, Lavigne, Dussault, Boucher, Beauséjour, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lacoste, Jolivet, Lavoie (Bonaventure), Lavoie, Saint-Germain, Lalonde, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Ciaccia, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Scowen, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Samson.

Le Président: Que ceux qui sont contre l'adoption de ce rapport veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Du Bois, Le Moignan, Cordeau.

Le Président: Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: M. Shaw.

Le Secrétaire: Pour: 75 — Contre: 10 — Absentions: 1

Le Président: Le rapport est agréé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

(15 h 20)

M. Lalonde: De Marguerite-Bourgeoys.

Le Président: De Marguerite-Bourgeoys. Je m'excuse.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Policiers de la SQ préposés à la cueillette de renseignements

M. Lalonde: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. On sait que, récemment, la Sûreté du Québec a révélé qu'environ 450 de ses membres sont affectés à la cueillette de renseignements visant à la prévention de situations qui pourraient amener de la violence; donc, un travail strictement de prévention. Or, le ministre de la Justice a toujours refusé d'admettre que le CAD, qu'il avait prétendument éliminé il y a quelques années à grand renfort de battage publicitaire, est "rené" à son ministère.

S'il n'y a pas de CAD, s'il n'y a pas de bureau d'analyse — qu'il appelle cela CAD, BAD ou MAD ou tout ce qu'il voudra — à son ministère de la Justice, y a-t-il 450 policiers qui travaillent pour rien?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, je voudrais dire au député de Marguerite-Bourgeoys qu'il est sûrement mal renseigné, parce qu'il n'y a pas 450 policiers qui sont affectés à la cueillette de renseignements. Je comprends que le député de Marguerite-Bourgeoys, tel qu'il me l'indique, se réfère à des articles de journaux, mais je pense que la vérité a ses droits. Il n'y a pas 450 policiers qui sont affectés à la cueillette de renseignements. Le chiffre de 450 policiers représente l'ensemble des membres de la Sûreté du Québec qui sont affectés dans les unités d'urgence et d'opération et non pas de renseignements, qui ont à oeuvrer sur l'ensemble du territoire québécois et qui n'entrent en action que lorsqu'il y a conflit.

Effectivement, au service de renseignements de la Sûreté du Québec, il n'y a que 105 policiers

qui y sont affectés et cela, pour tout le renseignement. Ceci implique l'ensemble du renseignement criminel. C'est loin d'être le CAD. Lorsque l'Opposition essaie de faire des références ou d'assimiler le CAD au travail du service de renseignement de la Sûreté du Québec, eh bien! c'est vraiment induire la population en erreur. Vous savez très bien que, lorsque le présent gouvernement a aboli le CAD, c'est parce qu'il réprouvait cette organisation qui consistait à acheminer le renseignement, le tout dans un cadre précis, le tout étant relié au bureau du premier ministre.

Or, il n'y a absolument aucun service de renseignements qui fonctionnerait dans le sens des principes qui étaient à la base du CAD. Je tiens également à dire qu'au service de renseignements non seulement il n'y a pas 450 policiers qui sont affectés à la cueillette de renseignements, mais plutôt 105 policiers. Cela comprend tout le renseignement criminel. Je pense qu'il est important aussi de dire, contrairement à ce qui a été écrit, qu'il n'y a pas de section spéciale concernant les syndicats dans le service de renseignements de la Sûreté du Québec.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, je remercie le ministre de ses renseignements, quoiqu'ils ne répondent pas à ma question. Admettons que ce n'est pas un total de 450 policiers, mais 105, reste que...

M. Bédard: Est-ce qu'il y a erreur?

M. Lalonde: ... leurs rapports sont acheminés au ministre de la Justice. Ce n'est plus au premier ministre, ce n'est plus au bureau du premier ministre. C'est revenu, mais dans le bureau du ministre de la Justice; on comprend cela. Alors, on n'appelle pas cela CAD, mais c'est la même chose.

M. Bédard: Voyons donc!

M. Lalonde: Est-ce que le ministre a des membres de son ministère qui sont affectés à l'examen de ces rapports d'analyse, qui sont affectés à l'analyse de ces rapports sur les renseignements? Est-ce qu'il y a, plus particulièrement dans son cabinet politique, quelqu'un qui est affecté à cette tâche?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, ceux qui ont comme fonction d'analyser les rapports qui sont faits par la Sûreté du Québec via son service de renseignements ou via d'autres services au niveau du ministère sont les hauts fonctionnaires du ministère de la Justice qui naturellement, communiquent régulièrement avec moi. Je pense que cela répond à la question du député de Marguerite-Bourgeoys.

Je voudrais aussi, puisqu'on m'en donne l'oc-

casion, mentionner, étant donné certains écrits, certaines déclarations qui ont été faites ces derniers jours, que je puis assurer les syndicats qu'il n'y a aucune infiltration de membres de la Sûreté du Québec dans les organisations syndicales. Evidemment, il n'y a non plus aucune écoute électronique concernant lesdites activités syndicales.

L'action de la Sûreté du Québec, par son opération publique, ne vise pas à influencer les syndicats de quelque manière que ce soit; elle n'a rien à voir avec les allégeances politiques et elle n'a rien à voir avec le contenu des négociations. Le travail des policiers consiste uniquement et doit se limiter à leur mandat, qui leur est donné par la Loi de police, de prévenir les situations qui pourraient être potentielles en termes de violence, qui pourraient générer de la violence. Le tout doit être fait avec pondération, sans exagération, et il n'est pas de l'intention ni du ministre de la Justice, ni du gouvernement, j'en suis sûr, de couvrir quelque abus que ce soit.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, dernière question.

M. Lalonde: M. le Président, je n'avais pas l'intention de poser une question, mais le ministre vient de dire qu'on ne s'inquiète pas, qu'on ne pose pas de questions sur les allégeances politiques. Or, on a vu que, dans le cas des gens de Val-Martin, c'est ce qui est arrivé. Est-ce qu'il faut que je dépose des affidavits pour que le ministre de la Justice le voie réellement?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Ce que j'ai dit essentiellement au député de Marguerite-Bourgeoys, c'est qu'en aucune façon, tant au niveau d'une politique générale ou de directive précise, il n'est demandé... Je profite du fait que je peux m'exprimer non seulement ici à l'Assemblée nationale, mais devant la population pour dire qu'il n'y a aucun ordre ou politique générale, ou directive qui est donnée aux policiers de la Sûreté du Québec de s'informer sur les allégeances politiques des citoyens. Cela regarde les citoyens et cela ne regarde pas un corps policier.

M. Pagé: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: Additionnelle, M. le député de Verchères.

M. Pagé: Additionnelle, M. le Président.

Le Président: Additionnelle, M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Merci, M. le Président. Je voudrais demander au ministre de la Justice s'il pourrait confirmer le fait que toute l'affaire qui est actuellement devant l'opinion publique découle de

la publication par la Sûreté du Québec, au mois de février 1979, de la revue de la Sûreté du Québec, intitulée "La direction des renseignements", dont le numéro spécial de ce mois-ci est consacré exclusivement aux opérations de renseignements de la Sûreté du Québec. Cette revue, qui est publique et accessible à tous les médias d'information aurait-elle donné lieu aux informations et aux rumeurs qui ont circulé ces temps derniers?

Deuxièmement, M. le Président, est-ce que le ministre pourrait nous indiquer si, outre les informations qui sont contenues dans cette revue et qui portent sur le détail du mandat de renseignements de la Sûreté du Québec, il y a d'autres mandats secrets? Est-ce qu'il existe d'autres directives qui ne sont pas publiées et qui permettraient à la Sûreté du Québec de faire du travail de renseignements?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, le travail de renseignements qui peut être fait par la Sûreté du Québec relève d'un mandat général qui lui est donné en vertu de l'article 29 de la Loi de la commission de police qui lui indique le devoir non seulement de combattre la criminalité, mais également de prévenir et de poser des actes de prévention concernant la criminalité. Maintenant, je ne suis pas en mesure de dire si les déclarations qui ont été faites récemment dans les journaux le sont à la suite de la publication de la revue à laquelle a fait état le député de Verchères. M. le Président, je tiens à dire qu'il n'y a pas d'autres directives.
(15 h 30)

Le Président: M. le député de Portneuf.

Grève de la CTCUQ

M. Pagé: Merci, M. le Président. Dans le catalogue de conflits ouvriers et de "lock-out" qu'on a au Québec, à la page 5, de ce matin, on constate — c'est vraiment un catalogue, M. le Président, il y a plus de 5000 travailleurs aujourd'hui qui sont soit en grève ou en "lock-out" au Québec — on prend connaissance que dans le conflit à la Commission de transport à la Communauté urbaine de Québec, qui perdure depuis le 29 janvier dernier, on ne peut pas envisager de solution éventuelle. M. le Président, ma question est la suivante au ministre du Travail: La semaine dernière, j'avais l'occasion de lui formuler des suggestions en lui demandant de procéder à la nomination d'un médiateur dans les plus brefs délais parce que les parties ne semblent pas se comprendre. Il ne semble pas y avoir de possibilité de rapprochement des parties à l'intérieur de la conciliation actuellement, et mes informations, d'ailleurs, sont que le Parti québécois de la région de Québec aurait repris cette suggestion...

Le Président: M. le député de Portneuf, s'il vous plaît, pourriez-vous formuler votre question?

M. Pagé: M. le Président, il faut dire que le Parti québécois de la région de Québec m'appuie

dans cette démarche où je demande un médiateur au ministre..-

Le Président: M. le député de Portneuf, il va manquer des questions tout à l'heure.

M. Pagé: Oui. Très brièvement au ministre du Travail: est-ce que vous avez l'intention de donner suite à la suggestion que je vous formule, et qui a été reprise par les gens du milieu ici à Québec, de procéder à la nomination, dans les meilleurs délais, d'un médiateur spécial dans le conflit?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, d'abord je voudrais avertir l'Opposition libérale qu'on aura l'occasion, dans quelques jours, normalement, de publier les statistiques sur le nombre de jours-homme perdus au Québec depuis 1973. Je suis sûr que cela va intéresser les gens d'en face qui vont se rendre compte de l'amélioration sensible dans les deux dernières années, c'est-à-dire, celles de ce gouvernement.

Deuxièmement, dans le cas du conflit qui sévit en ce moment à la Commission de transport de Québec, je voudrais rappeler simplement que, le 20 octobre, le ministère a reçu l'avis de négociation. Le 10 novembre, le syndicat a transmis ses demandes. Le 16, il les a explicitées. Le 27, il y a eu suspension des négociations à la demande de la partie patronale. Le 15 décembre, demande de conciliation. Le 8 janvier, dépôt par la commission de ce qu'on appelait le livre bleu de la commission, c'est-à-dire l'ensemble de son projet. Le 9 janvier, la partie syndicale a informé la commission qu'elle ne voulait pas négocier sur la base de ce livre vert, compte tenu de la question des occasionnels. Le 16 janvier, le syndicat a donné un avis de grève. Le 17, il y a eu séance de conciliation avec la partie syndicale. Le 18, même chose avec la partie patronale. Le 19, séance de conciliation avec les deux parties mais séparément. Le 25 janvier, séances de conciliation avec les deux parties, d'abord séparément mais conjointement plus tard. Le 27, conciliation avec les deux parties conjointement. Le 28, séances de conciliation, d'abord conjointement, puis avec les parties divisées.'

M. Pagé: M. le Président, question de règlement.

M. Johnson: Le 29, déclenchement de la grève légale, M. le Président.

M. Pagé: M. le Président, question de règlement. Ce n'est pas l'historique que j'ai demandé, on l'a. On est au fait du dossier. Dites-nous donc si vous avez l'intention de nommer un médiateur spécial; oui ou non? Ce n'est pas compliqué. Allez-vous nommer le médiateur tel qu'on vous l'a demandé, oui ou non? Quelle est votre position?

M. Johnson: M. le Président, je remarque que la vache enragée semblait au festin de l'intersession pour le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, je me limiterai à dire que dans l'intersession je me suis limité à rencontrer le ministre du Travail en commission parlementaire. C'est peut-être assez.

Le Président: M. le ministre du Travail, s'il vous plaît, brièvement.

M. Johnson: M. le Président, non le ministère n'entend pas nommer de médiateur. Il devrait y avoir hier une séance où les deux conciliateurs au dossier devaient rencontrer les parties pour leur soumettre, en fait, une hypothèse de reprise de négociation sur la base de cette difficile question des occasionnels. D'une part, le syndicat a laissé entendre, depuis le début, qu'il n'entendait pas négocier tant et aussi longtemps qu'il serait question d'occasionnels; d'autre part, la partie patronale avait laissé entendre, dans un premier temps, qu'il n'était pas question de discuter du reste tant qu'on n'acceptait pas le principe des occasionnels. On voit donc que faire une synthèse de ces positions, cela relève plutôt de l'acrobatie intellectuelle qu'autre chose et cet exercice d'acrobaties et d'efforts pour amener les parties à se parler est en train de se compléter au ministère. J'espère que jeudi on aura des nouvelles à ce sujet.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Le rapprochement entre les parties semble être très peu probable. Est-ce à dire que le gouvernement, le ministre du Travail met de côté la possibilité de nommer dans les meilleurs délais un médiateur spécial? C'est là l'essentiel de la question.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, nous avons deux conciliateurs au dossier qui, je pense, jusqu'à maintenant ont fait un excellent travail et je ne vois pas... Vous savez, le médiateur n'est pas une espèce de dieu sorti du ciel par un crochet suspendu à un nuage. Le médiateur présuppose qu'il y a un terrain fertile à la médiation. Nous avons, en ce moment, deux conciliateurs qui, à mon avis, font tous les efforts possibles, nécessaires et utiles, qui devraient donner des résultats normalement jeudi.

Le Président: M. le député de Bellechasse, question additionnelle.

M. Goulet: Merci, M. le Président. Etant donné que le ministre du Travail ne semble pas vouloir nommer de médiateur, si nous en demandions un, si le député de Portneuf en demandait un, et d'autres députés, c'est parce que ce n'est pas une grève comme les autres; c'est une grève dans le secteur public.

Je voudrais savoir du ministre du Travail s'il a l'intention de faire quelque chose rapidement afin qu'on arrête, une fois pour toutes, de prendre la population en otage, une population de gagne-petit, d'étudiants et de gens de l'âge d'or. C'est pour quand, la personne avant toute chose? Est-ce seulement un slogan publicitaire péquiste? C'est ce que je veux savoir.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Je comprends et je pense qu'à ce titre la déclaration de l'Association du Parti québécois du comté de Vanier démontre qu'il s'agit là de citoyens qui se préoccupent de l'ensemble de leurs concitoyens. Je pense qu'ils ont droit au respect pour l'avoir fait. Cependant, ce n'est pas l'avis de ce gouvernement qu'il faut, comme le propose l'Union Nationale, abolir le droit de grève dans certains secteurs, étant donné qu'à mon avis ce serait agir de façon rétrograde et de façon d'ailleurs parfaitement inefficace.

Je pense cependant qu'il faut souhaiter que le nouveau conseil d'administration de la CTCUQ prenne certaines mesures dans le courant de la semaine pour commencer à mettre un peu d'ordre dans ses mandats à la table de négociations. Je souhaite que cela soit fait et je crois que ce sera fait cette semaine.

Le Président: Question principale à l'Union Nationale.

M. le chef de l'Union Nationale.

Investissements à la SIDBEC

M. Biron: Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et fait suite au discours inaugural du premier ministre, hier, concernant les sociétés d'Etat et, en particulier, SIOBEQ. Le premier ministre disait ceci au sujet des sociétés d'Etat: "... il faut viser maintenant à une meilleure performance économique et à la rentabilité. Après les réformes effectuées à l'Hydro-Québec et à la SGF, la session qui commence apportera d'autres projets de modifications, notamment en ce qui concerne SIDBEC."

Ma question au ministre sera celle-ci: Quelles sont les autres modifications qu'on veut apporter à SIDBEC et est-ce que ces modifications sont basées sur le plan quinquennal qui a été déposé auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce à la fin de septembre 1978? Les administrateurs de la société n'avaient pas reçu de réponse du ministre en janvier 1979, si mes informations sont exactes. Est-il exact aussi que ce plan d'investissement pourrait aller jusqu'à \$100 millions?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: Il est exact que le gouvernement a déjà reçu un plan de développement de la société SIDBEC, que nous étudions attentivement.

Par contre, comme le discours inaugural du premier ministre l'indiquait hier, il y aura un projet de loi, déposé au cours de la session, traitant des opérations de SIDBEC. Il est évident qu'il faut attendre le projet de loi avant de le connaître. Il n'est pas, je pense, dans l'ordre des choses de dévoiler un projet de loi avant qu'il soit approuvé par le Conseil des ministres dans ses détails. Il est vrai, par contre, que le gouvernement est préoccupé par les sommes importantes qui seraient requises pour augmenter la capitalisation de SIDBEC. Tout le monde sait que cette société fait présentement face à un arrêt de travail pour la quatrième fois dans son histoire. C'est une société qui a des difficultés de rentabilité et, par conséquent, avant d'injecter des sommes importantes dans une société, nous voulons nous assurer que le rendement sur ces sommes sera positif et important.

Donc, nous n'avons pas l'intention de brusquer les investissements sans être certains de leur rentabilité, mais nous avons l'intention, par contre, de faire dans le cas de SIDBEC ce que nous avons fait pour d'autres sociétés d'Etat: jouer le rôle d'actionnaire soucieux de la protection de l'intérêt public. C'est ce que nous allons faire comme gouvernement dans les mois à venir.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Une question additionnelle, M. le Président. Je voudrais savoir du ministre pourquoi, alors qu'il a reçu le plan quinquennal à la fin de septembre 1978, il n'a pas au moins communiqué ou discuté de ce plan quinquennal, soit pour le refuser ou l'accepter, avec les administrateurs de SIDBEC. Est-il exact que les pertes de SIDBEC, alors qu'elles étaient de \$28 millions en 1977, seront presque aussi élevées en 1978 qu'elles l'étaient en 1977?
(15 h 40)

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, les relations entre SIDBEC et mon ministère se font sur une base pratiquement hebdomadaire. Mon sous-ministre chargé des sociétés d'Etat rencontre les membres de la direction. J'ai moi-même rencontré le conseil d'administration, soit des membres individuellement, soit par petits groupes, soit dans sa totalité. Il y a des relations très étroites entre le gouvernement, le conseil d'administration et la direction de SIDBEC. Il y a des échanges de correspondance normale. En ce qui concerne les résultats financiers éventuels de la société SIDBEC, il y aura une réunion des actionnaires prévue pour dans quelques mois au maximum. Là, il nous fera plaisir de déposer ces résultats financiers à l'Assemblée nationale, en temps opportun.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: M. le Président, je donnerais une information au ministre. S'il y a des relations nor-

males, le ministre devrait s'occuper du conseil d'administration de SIDBEC. Ils se sont plaints, il y a déjà un mois, de ne pas avoir reçu de réponse du ministre au dépôt de leur plan quinquennal de fin septembre 1978. Il n'y a pas une entreprise privée qui pourrait fonctionner comme cela.

Ma dernière question au ministre est celle-ci. Le ministre a parlé tout à l'heure de la grève à SIDBEC, justement. On voit dans la Presse d'hier: "Mais pour cette entreprise d'Etat et ces travailleurs impliqués, tous les renouvellements de contrat de travail depuis la création de SIDBEC ont abouti à des conflits. Trois grèves en comptant celle-ci et un lock-out de six mois en 1976. Pour plusieurs observateurs, ces faits illustrent un malaise chronique de relations patron-employés." En plus de cela, j'ai le jugement très sévère d'un ancien président de société d'Etat, M. Jacques Desmeules, ancien président de la Société des alcools, qui disait ceci dans la revue Commerce d'octobre 1978: "Si l'Etat veut opérer avec succès, il doit retrouver une véritable motivation chez l'ensemble du personnel et de ses sociétés. Nous avons déjà connu une espèce de championnat de l'incompétence des administrateurs parachutés." Qu'est-ce que le ministre s'attend à faire pour régler ce problème et faire en sorte que les relations de travail entre le personnel, les travailleurs de SIDBEC et la direction soient meilleures et répondent à des critères efficaces de bonne entreprise?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: M. le Président, en réponse au préambule et à la question du chef de l'Union Nationale, je dirai ceci: Il s'agit de demandes dépassant plusieurs centaines de millions. Il n'est pas question qu'une direction d'une société d'Etat ou un conseil d'administration force la main du gouvernement pour ce genre d'investissements. C'est le gouvernement qui prend les décisions et non pas une direction de société d'Etat lorsqu'il s'agit de centaines de millions de dollars. C'est ce qu'on appelle un gouvernement responsable. Dans le passé, les sociétés d'Etat dictaient au gouvernement quoi faire. Dans notre cas, nous allons étudier et seules les sommes que nous jugeons socialement et économiquement rentables seront investies dans les sociétés d'Etat.

Deuxièmement, en ce qui concerne la préoccupation que le chef de l'Union Nationale a et que d'autres ont relativement à cette société, il est évident que je partage cette préoccupation. Il est évident que le climat des relations ouvrières dans une société qui à l'occasion de quatre négociations collectives connaît quatre arrêts de travail n'est pas un bon climat et je le déplore.

D'autre part, dans la conjoncture de l'industrie de l'acier canadienne actuelle, un arrêt d'activité me cause des préoccupations sérieuses. Premièrement, dans une industrie comme celle dans laquelle oeuvre SIDBEC qui a des frais fixes très importants, il est évident qu'un arrêt prolongé

accroîtra les déficits de ce type de société. Deuxièmement, il y a une foule d'entreprises du Québec qui comptent sur SIDBEC pour leur approvisionnement en acier. Or, le marché étant resserré, il peut en découler un préjudice pour plusieurs de nos petites et moyennes entreprises qui comptent sur cet approvisionnement, de sorte que je suis préoccupé. Mais il est évident qu'un conflit ouvrier ne peut pas être réglé uniquement par les préoccupations du ministre de l'Industrie et du Commerce. En ce qui concerne les actions que nous allons prendre, regardez-nous faire dans les mois qui viendront.

Le Président: M. le député de Roberval.

M. Biron: Une question additionnelle, M. le Président.

M. Lamontagne: M. le Président...

Le Président: Je m'excuse, mais tout le monde a bien voulu essayer de s'autodiscipliner pour en arriver à un plus grand nombre de questions. Je sais, M. le député de Verchères, que cela concerne une entreprise de votre circonscription. J'essaiera de vous reconnaître demain.

M. le député de Roberval.

Conflits dans l'industrie du bois de sciage

M. Lamontagne: M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail à qui j'ai d'ailleurs donné un préavis. Mon collègue, le député de Portneuf, a parlé tout à l'heure d'un catalogue de conflits ouvriers au Québec. Malheureusement, le comté de Roberval est touché grandement par cinq conflits ouvriers touchant trois usines de bois de sciage et deux usines de rabotage, propriété de Donohue-Saint-Félicien et Murdoch-Domtar. Je pourrais dire Murdochville également, mais ce sera pour une autre journée.

M. le Président, je voudrais savoir du ministre quelles actions son ministère a prises ou a l'intention de prendre pour suivre de près l'évolution de ces cinq conflits importants et, en même temps, apporter aux parties en cause toute l'attention qu'elles désirent. Et je reviendrai avec une question additionnelle.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Il s'agit évidemment, M. le Président, de compagnies qui sont associées au bois par le sciage ou le rabotage dans le secteur de Girardville, de Normandin et de Saint-Thomas essentiellement. Nous avons un nouveau conciliateur au dossier, M. Bernard Crevier, qui a rencontré les parties la semaine dernière. Certains progrès ont été accomplis sur certaines des clauses et M. Crevier a l'intention de convoquer ces mêmes parties vendredi.

Le Président: M. le député de Roberval.

M. Lamontagne: M. le Président, comme vous le savez, l'industrie du bois de sciage, dans le comté de Roberval, est une industrie fort importante. Or, il semble que les négociations qui sont actuellement en cours, au moins à Donohue-Saint-Félicien, puissent dépendre d'autres conflits ailleurs au Québec. Le ministre peut-il nous confirmer que les négociations en cours dans le comté de Roberval — avec les syndicats et les compagnies — ne sont pas dépendantes d'autres solutions pouvant être apportées à d'autres conflits actuellement en cours au Québec?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, comme le député de Roberval le sait, il s'agit en fait essentiellement du même secteur général qui est celui des pâtes et papier et du bois. D'autre part, il s'agit des mêmes syndicats. Le conflit auquel il fait allusion est évidemment celui de Donohue à Clermont qui implique également le même employeur, à certains égards, et le même syndicat. Je pense, cependant, qu'il n'est pas déraisonnable de penser que, d'une part, le bloc de Roberval et le bloc de Clermont peuvent faire l'objet d'ententes qui sont absolument séparées.

Une Voix: Question supplémentaire, M. le Président.

M. Bellemare: Question additionnelle sur le même sujet.

Le Président: Question additionnelle, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Y a-t-il une raison spéciale pour avoir remplacé M. Guérin par le nouveau conciliateur?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Je pense que c'était strictement une question de disponibilité. Habituellement quand il y a une autre raison que celle-là, j'en suis avisé de façon précise par le sous-ministre.

Le Président: M. le député de Sherbrooke.

M. Gosselin: M. le Président...

M. Mailloux: Une question additionnelle.

Une Voix: Cela a été très court.

Le Président: Une dernière question additionnelle à ce sujet.

M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: M. le Président, je ne voudrais pas que mon silence, à la suite de la question du député de Roberval concernant le conflit de

Donohue, soit mal interprété. Le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre ne croit-il pas qu'en raison de la négociation qui a lieu actuellement, où les deux parties peuvent s'approcher, il est sage que les hommes politiques s'abstiennent de commentaires dans le moment?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, j'espère que le député de Charlevoix en parlera au député de Portneuf.

Le Président: M. le député de Sherbrooke.

M. Gosselin: M. le Président, j'aimerais interroger le ministre...

M. Pagé: Question de privilège, M. le Président. M. le Président, je soulève une question de privilège.

Une Voix: Il n'y a pas de question de privilège.

M. Pagé: Oui.

Des Voix: Non.

Le Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Oui. Cela vous arrivera avant longtemps, avant que vous ne disparaissiez.

Le Président: M. le député de Portneuf, s'il vous plaît!

M. Pagé: Non, M. le Président. Le ministre vient de faire une référence malicieuse à mon endroit. J'étais justifié aujourd'hui de soulever la question concernant la CTCUQ à Québec alors que le ministre ne prend pas ses responsabilités, et vous le savez, M. le Président.

Le Président: Très bien.
M. le député de Sherbrooke.

Grève à la compagnie Voyageur

M. Gosselin: M. le Président, j'aimerais interroger le ministre des Transports du Québec concernant la situation dramatique qui prévaut dans plusieurs régions en rapport avec la grève ou plutôt le conflit de travail qui sévit à la compagnie Voyageur et qui a pour effet de priver plus de 7000 personnes par jour des voies régulières de transport en commun. Des régions entières, comme la mienne et la Gaspésie notamment, sont privées de transport en commun vers la capitale nationale. Ce conflit risque de durer — je lisais les coupures de presse — encore plusieurs mois et cause actuellement un véritable préjudice à la population du Québec. Est-ce que le ministre des Transports pourrait nous dire quelle démarche il peut faire pour tenter de régler ce conflit? Je vous remercie.

M. Lessard: M. le Président, j'ai reçu...

Le Président: Je ne suis pas sûr que cela relève, M. le député de Sherbrooke, de la juridiction de l'Assemblée nationale.

M. le ministre des Transports.

M. Lessard: ... la lettre du député de Sherbrooke m'indiquant qu'il avait l'intention de poser une question à ce sujet aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Cependant, M. le Président, j'indique qu'il s'agit d'une charte de travail qui relève du gouvernement fédéral et à ce sujet j'aimerais que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre puisse répondre à la question puisqu'elle relève d'abord de lui.

(15 h 50)

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, en effet il s'agit, dans le conflit qui sévit à la compagnie Voyageur, bel et bien d'un syndicat et d'une compagnie qui ont une accréditation fédérale, donc qui tombent sous le Code du travail fédéral. Dans les circonstances, c'est évidemment le ministère fédéral du Travail et le ministère fédéral des Transports qui sont impliqués.

Cependant, j'ai eu l'occasion vendredi dernier de rencontrer M. Martin O'Connell, qui est le ministre du Travail fédéral, qui était de passage à Montréal, et nous avons eu l'occasion d'échanger. Je lui ai soumis l'inquiétude, la préoccupation profonde des citoyens québécois qui, maintenant, depuis des mois, se voient privés d'un transport interville ou intercity. Je pense que M. O'Connell est parfaitement sensible à ces questions. Je sais que dans la journée même il communiquait avec M. Doucet, médiateur fédéral dans le conflit. Je souhaite évidemment, comme tout le monde, bien que nous n'en ayons aucun contrôle et même qu'aucune intervention ne soit possible, que les choses avancent.

Le Président: M. le député de Gaspé.

Conflit de travail à Murdochville

M. Le Moignan: Merci, M. le Président. Je n'ai malheureusement pas en main le catalogue des grèves du gouvernement fédéral mais je voudrais savoir, dans le catalogue des grèves qui relèvent du gouvernement provincial, si la mention de Murdochville a été enlevée dernièrement. Cela fait déjà cinq mois, le ministre nous avait promis qu'à partir de décembre, il y aurait des efforts vraiment sérieux de tentés. Alors, j'aimerais savoir s'il y a des démarches ou si tout est au point mort, alors que l'économie — le ministre l'a déjà admis — de toute la Gaspésie est paralysée, en plus des autres malchances que nous avons vues dernièrement.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: Non, M. le Président, tout n'est pas au point mort, bien au contraire. Je pense que nous ne pouvons pas parler d'un règlement pour aujourd'hui. Cependant, j'ai eu une longue rencontre de travail avec mes hauts fonctionnaires sur cette question encore cette semaine. Je pense que du côté patronal il y a en ce moment des développements qui me permettent d'anticiper un minimum de déblocage ou, au moins, un minimum de pourparlers à la table de négociations que nous souhaitons voir reprendre d'ici quelques jours.

Le Président: Une question, M. le député de Gaspé.

M. Le Moignan: Le ministre sait très bien que dans le conflit de Murdochville, les ouvriers réclament \$1.44, soit la différence qui les sépare de leurs confrères des autres usines de la compagnie, et que la raffinerie de Montréal est déjà en négociation et qu'à Montréal on demande \$1.74 de plus. Est-ce que le ministre tient compte un peu des revendications des travailleurs de Murdochville, si l'obstacle est là? Ou est-ce la compagnie qui refuse d'envisager les demandes?

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Johnson: M. le Président, je voudrais bien tenir compte d'une différence de \$1.74 dans les demandes du groupe de filage de Montréal, qui appartient à la même compagnie et pour lequel c'est le même syndicat qui négocie. Je veux évidemment tenir compte du fait que la revendication fondamentale des travailleurs de Murdoch c'est le \$1.44 qui les sépare, au moment où on se parle, des usines de Noranda dans la région de Montréal. Mais quand le député de Gaspé pose sa question comme cela, il a l'air de présenter la chose comme si c'était moi qui décidais de cela au bout de la ligne.

Il faudrait peut-être qu'on se mette à comprendre, à un moment donné, que les négociations dans le secteur privé, au Québec, c'est une affaire fondamentale qui regarde l'entreprise et les syndicats. Ce n'est pas le gouvernement qui détermine les conditions de travail des travailleurs au Québec.

Deuxièmement, M. le Président, le rôle du ministère dans ce contexte c'est de favoriser, dans la mesure où cela est possible, à partir d'un minimum de bonne foi de la part des parties, des rencontres et, parfois, d'essayer d'élaborer des solutions dans la mesure où les parties veulent bien s'y plier. On a des exemples, d'ailleurs, et on en a un récent dans la région de Sainte-Thérèse où on voit un employeur qui ne veut pas se plier à une solution. Des choses comme celle-là arrivent.

Dans le cas de Murdochville, cependant, nous sommes conscients qu'il y a une négociation en ce moment qui est amorcée dans le cas de la même compagnie, c'est-à-dire Noranda, pour le groupe montréalais de Noranda et que, évidem-

ment, dans les circonstances, cela ne simplifie pas les problèmes que de voir deux négociations. Sauf qu'encore là, comme c'est le cas de Donohue, je souhaite voir ces règlements se faire distinctement, sans nécessairement qu'il s'agisse d'une table centrale.

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Giasson: M. le Président...

Le Président: Après, je reconnaitrai M. le député de Rouyn-Noranda.

Avenir des travailleurs de REXFOR

M. Giasson: ... ma question s'adresse au ministre des Terres et Forêts. La convention de travail des employés de la société REXFOR, division des Appalaches, est expirée depuis janvier dernier.

Or, il n'y a aucune négociation d'entreprise pour une raison que connaît fort bien le ministre, c'est que ce dernier n'a pas encore pris de décision sur l'avenir des travailleurs de REXFOR dans la forêt domaniale des Appalaches. J'aimerais savoir du ministre des Terres et Forêts quand il entend révéler la décision qu'il a prise pour l'exploitation de cette forêt publique de la région de la Côte-du-Sud.

Le Président: M. le ministre des Terres et Forêts.

M. Bérubé: M. le Président, il est inexact de dire que je n'ai pas pris une décision, mais je dois expliquer pourquoi cette décision effectivement a tardé. Essentiellement, nous avons demandé au Conseil régional de développement de nous faire une proposition quant au partage des travaux entre la coopérative et REXFOR, procédure, d'ailleurs, qui avait été suivie en 1972/73 par l'ancienne administration. Malheureusement, le CRD, plutôt que d'avoir à jouer le rôle de Salomon et de trancher, a préféré supposer que la forêt pouvait produire beaucoup plus de matière ligneuse qu'elle ne le pouvait en réalité et, par conséquent, s'est, on pourrait dire, lavé les mains du problème. Nous avons donc dû reprendre le dossier à zéro et nous faire une idée. Je dois dire que j'ai donc pris la décision d'augmenter de façon substantielle les volumes de coupe qui seront accordés à la coopérative, sur la base suivante: l'année dernière, pour faire place aux coopératives et leur permettre de se développer, nous étions dans la possibilité d'accroître de près de 20 000 cunils les coupes dans cette forêt par suite de nos travaux d'aménagement.

Cependant, comme il existait un contrat d'exclusivité de service entre REXFOR et le gouvernement, je devais donc passer par la société REXFOR. Comme la société REXFOR avait également une convention collective en vertu de laquelle elle ne pouvait pas attribuer à la coopérative plus qu'un certain volume, soit 10 000 cunils, nous

sommes donc retrouvés dans l'obligation d'accorder les 20 000 cunils à REXFOR. J'ai expliqué à l'époque à la coopérative que ce n'était que temporaire puisqu'il était impossible d'en arriver avec le syndicat, ce que nous avons essayé à plusieurs reprises, à un compromis. J'avais donc avisé la coopérative qu'un contrat, c'est un contrat et qu'on le respecte, mais qu'à l'échéance du contrat nous verrions à le rouvrir. C'est ce que nous faisons. Par conséquent, j'ai donc communiqué avec les principaux intéressés. Etant donné que je n'ai pas encore reçu de réponse, je préfère ne pas donner encore les volumes exacts, mais je peux au moins dire que les volumes qui seront attribués et à la coopérative et à REXFOR sont maintenant définis et que les partenaires n'auront aucune raison dans les jours qui viennent de retarder plus avant les négociations.

Le Président: M. le député de Montmagny-L'Islet, une dernière question.

M. Giasson: M. le Président, le ministre des Terres et Forêts vient de nous révéler que les volumes départis à chacun des deux groupes sont définis chez lui. Est-ce qu'ils sont définis pour une période de cinq ans ou encore est-ce que le projet de créer une société sans but lucratif qui aurait un mandat du ministère des Terres et Forêts tient toujours et, si oui, à quel moment cette société va-t-elle commencer à fonctionner?

Le Président: M. le ministre des Terres et Forêts, brièvement, s'il vous plaît.

M. Bérubé: M. le Président, ma réponse est non. Les volumes en question seront pour une année, ce qui nous permettra au cours de l'année prochaine d'examiner justement la création d'une telle société de gestion qui permettrait au ministère de s'impliquer un peu moins au niveau de la gestion et de l'exécution et de se concentrer essentiellement à son rôle de planification. Cependant, une telle société doit, à mon avis, exiger la participation aussi bien des industriels acheteurs de cette matière ligneuse que de la coopérative, de REXFOR et également des représentants des localités concernées. Par conséquent, je pense que cela devrait faire l'objet certainement au cours de cette année d'une discussion permettant la création d'une société.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Application du règlement relatif au transport en vrac

M. Samson: M. le Président, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Il semble qu'il existe un malaise présentement relativement à l'application du règlement 112 sur le transport en vrac. Il semblerait qu'il y aurait un différend entre l'Association des transporteurs en vrac et l'ANCAI. M. le Président, est-ce que M. le ministre

des Transports pourrait nous dire, d'abord, s'il a été saisi de cette question, à savoir une résolution qui date du 22 février 1979 concernant le poste d'affectation de la région 03 qui obligerait apparemment, à ce qu'on nous a rapporté, certains camionneurs à verser une cotisation spéciale de \$150, contre leur gré?
(76 heures)

J'aimerais savoir du ministre s'il a été saisi de cette question, et si cette somme dont il est question serait payable à un bureau d'avocats de l'ANCAI. Est-ce que le ministre peut nous dire quelle est l'appréciation du ministère sur cette question? D'abord, s'il a été saisi de la question.

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Lessard: M. le Président, je n'ai pu malheureusement, hier, rencontrer le groupe concerné. J'étais réellement pris dans la brume sur la Côte-Nord, puisque les avions ne fonctionnaient pas. Cependant, après un appel téléphonique que j'ai reçu des secrétaires, j'ai quand même permis aux fonctionnaires et à une secrétaire, l'agent de liaison au niveau du ministère, de rencontrer les groupes concernés. On m'a informé, en fait, de la résolution dont parle le député de Rouyn-Noranda à savoir que le poste d'affectation, où la majorité des représentants serait de l'ANCAI, aurait accepté une résolution, à savoir de payer la somme de \$150 à un bureau d'avocats qui est reconnu comme étant le bureau de l'ANCAI.

M. le Président, j'ai demandé au service du contentieux du ministère si, en fait, une telle résolution était légale, était réglementaire, et nous verrons, M. le Président, si c'est légal en vertu du règlement 112. Maintenant, j'ai toujours indiqué quand même que je ne m'attendais pas à ce que des groupes qui avaient toujours été en difficultés constantes pouvaient en arriver à des amitiés particulières du jour au lendemain. Deuxièmement, j'ai toujours dit quand même que la majorité à l'intérieur des postes d'affectation devait mener, comme c'est le cas dans toute démocratie. Je suis prêt à prendre avis de la question sur le plan juridique et je vous indiquerai demain quelles seront les procédures que nous pourrions prendre.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: M. le Président, en question supplémentaire, compte tenu du fait que l'application du règlement 112 ne semble satisfaire ni les membres de l'Association des transporteurs en vrac, ni les membres de l'ANCAI, qu'il y a un malaise évident depuis plusieurs mois d'ailleurs, et qui nous a été rapporté et dont nous avons discuté en cette Chambre, est-ce que le ministre peut nous dire si, après ces mois de difficulté, le ministère est disposé à revoir, avec les associations concernées, les postes d'affectation, l'ANCAI et l'Association des transporteurs en vrac, les implications du règlement 112 et tenter de trouver une

meilleure application qui satisfasse plus de monde?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Lessard: M. le Président, il y a quelques mois, je demandais à une firme de sondage d'interroger, sous forme de lettre, les camionneurs comme tels, les camionneurs artisans. Et, dans l'ensemble, on m'indiquait que les camionneurs, les camionneurs à la base étaient satisfaits du règlement 112 comme tel, non pas nécessairement de son application actuellement, mais étaient satisfaits du règlement 112.

J'ai toujours été en communication avec les différentes associations. Il est certain que nous ne pourrions arriver à une solution, dans le camionnage en vrac, qui puisse satisfaire l'ensemble des camionneurs, y compris, en particulier, les directeurs d'associations actuels, puisque chacun veut conserver ses poches, chacun veut conserver ses associations. Ce que j'ai voulu donner aux camionneurs artisans par le règlement 112, c'est un organisme régional. Je dis bien un organisme régional où les camionneurs pouvaient se regrouper et, en même temps, grâce à cet organisme, avoir l'assurance d'avoir une répartition équitable du travail. Donc, nous avons un comité de surveillance actuellement. Dans cet organisme régional, il y a des représentants de dissidents, il y a des représentants de l'ANCAI, il y a des représentants...

Le Président: M. le ministre des Transports, puis-je obtenir votre collaboration pour abréger, s'il vous plaît?

M. Lessard: Oui, M. le Président. Il y a des représentants des entrepreneurs, et les décisions se prennent à la majorité. Mais il y a un directeur du poste d'affectation et c'est le directeur du poste d'affectation qui doit voir à la répartition équitable du travail au niveau de la région.

Mais je suis toujours prêt, en terminant, M. le Président, pour autant que cela en arrive à des solutions, à discuter, comme je l'ai fait depuis le 24 juin 1977, mais vous savez que les propositions d'une association ne sont pas toujours acceptées par l'autre association.

M. Grenier: M. le Président...

Le Président: A moins que ce soit une question additionnelle.

M. Grenier: Non.

Le Président: Non, alors, fin de la période des questions.

Nous en sommes maintenant aux motions non annoncées.

Enregistrement des noms sur les votes...

M. Grenier: M. le Président...

Le Président: Aux motions non annoncées, M. le député de Mégantic-Compton?

Motions non annoncées

Félicitations à l'équipe québécoise des Jeux du Canada

M. Grenier: Oui, aussi. Je voudrais profiter de l'occasion aujourd'hui, la première qui nous est offerte depuis l'intersession — puisqu'on n'a pas pu souhaiter bonne chance à l'équipe du Québec — pour offrir nos félicitations aux membres de l'équipe québécoise qui a remporté le drapeau des Jeux d'hiver du Canada à Brandon, au Manitoba.

Le Président: Y a-t-il consentement à la présentation de la motion?

M. Charron: Oui.

Le Président: La motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

M. Charron: Adopté.

Le Président: Adopté.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

Il n'y a pas de vote en suspens.

Affaires du jour.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je voudrais...

M. Scowen: En vertu de l'article 34, s'il vous plaît

Travaux parlementaires

Le Président: En vertu des dispositions de l'article 34, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Scowen: Nous avons récemment appris que le ministre de l'Industrie et du Commerce a l'intention de convoquer une conférence de presse lundi prochain pour dévoiler le rapport sur le commerce commandé par le ministre Saint-Pierre en 1976. J'aimerais savoir si le ministre a l'intention de déposer ce document ici, en Chambre, avant la conférence de presse afin que tous les élus puissent prendre connaissance de ce document avant que le grand public soit invité à le voir.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je n'ai pas été informé si cela devait se faire de la façon dont le suggère le député de Notre-Dame-de-Grâce, je m'en informerais.

Le Président: Les avis à la Chambre.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Shaw: En vertu de l'article 34.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: In virtue of 34, I would like to ask the minister of Education concerning his bill 96. There has been a suggestion that he is withdrawing this bill and that it will not be read in this session. Will he explain to the House whether or not bill 96 will be heard in this session?

Le Président: M. le député de Pointe-Claire, je vous rappelle qu'il ne s'agit pas là d'une question qui peut être formulée en vertu des dispositions de l'article 34, qui ne concerne que les questions qui peuvent être adressées au leader du gouvernement relativement aux affaires strictes de l'Assemblée.

M. Bellemare: En vertu de l'article 34.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Pour faire plaisir à l'honorable leader, est-ce que la réunion des leaders, demain, a lieu à 10 heures? Doit-elle se tenir à votre bureau ou à mon bureau? Je ne sais pas où.

M. Charron: Ce sera à 9 heures demain matin, à mon bureau, que se tiendra cette réunion. J'aurai du café et des beignes pour le député de Johnson.

Une Voix: Sur notre patinoire.

M. Bellemare: Non, les beignes sont de trop.

Une Voix: On en a déjà eu deux.

M. Charron: Nous la tiendrons à 9 heures parce qu'à 10 heures demain — j'en profite pour en donner avis — la commission parlementaire du travail et de la main-d'œuvre se réunira — le député de Johnson en est membre, il nous quittera donc à ce moment pour aller à la commission — afin d'entendre les mémoires sur le projet de loi no 126 qui concerne les conditions minimales de travail. Demain matin également, à 10 heures, la commission des affaires municipales se réunira pour poursuivre l'audition des mémoires sur le projet de loi no 107. Les organismes ont déjà été convoqués à la suite de la consultation préalable faite avec l'Opposition avant la session.

Je fais motion pour que cet après-midi — il semble qu'elle n'en ait que pour quelques minutes encore — la commission des affaires municipales puisse achever d'entendre les groupes qui ont été inscrits pour aujourd'hui sur le même projet de loi no 107, que celle-ci se réunisse tout de suite et jusqu'à ce qu'elle ait terminé son travail d'aujourd'hui.

M. Bellemare: Où?

M. Charron: Au Salon rouge.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Une Voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Charron: Article 1, M. le Président.

Le Président: J'appelle maintenant la reprise du débat sur le message inaugural.

M. Bellemare: La commission du travail et de la main-d'oeuvre va siéger où?

M. Charron: A la salle 91.

Le Président: Conformément à notre règlement, le chef de l'Opposition officielle a un droit de parole privilégié aujourd'hui.

M. le chef de l'Opposition officielle, je vous cède la parole.
(16 h 10)

Débat sur le message inaugural

M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, mes premières paroles dans ce débat sont naturellement adressées à la présidence. Je voudrais, au nom de l'Opposition officielle, vous offrir nos meilleurs vœux ainsi que l'assurance de notre plus grande et positive collaboration au cours de la présente session, à l'exemple, évidemment, de notre comportement que vous connaissez depuis que vous avez accédé à ce fauteuil. Nous voudrions également, M. le Président, par votre entremise, donner la même assurance à vos deux adjoints, les deux vice-présidents, ainsi qu'à tous les officiers de l'Assemblée nationale.

M. le Président, au cours de la dernière campagne électorale, le Parti québécois avait promis d'être un bon et vrai gouvernement. Nous sommes déjà dans la troisième année de ce mandat. Il nous est maintenant possible de porter un jugement d'ensemble sur les performances du gouvernement péquiste en regard des besoins présents de la société québécoise. L'examen des faits nous amène à conclure que le soi-disant bon gouvernement que l'on nous avait promis n'aura été qu'une autre promesse électorale qui n'aura pas été respectée. Ce bon gouvernement que l'on nous avait promis n'aura donc été qu'un mythe. Le message inaugural 1979 qu'a livré hier à l'Assemblée nationale le premier ministre confirme le jugement que nous portons sur le présent gouvernement. L'équipe ministérielle péquiste est déjà à bout de souffle.

M. le Président, analysant le message inaugural du premier ministre, l'éditorialiste du journal *Le Devoir* titre son article de la façon suivante: "Le supermarché du référendum". En effet, il s'agit bien de cela, M. le Président. Et, malheureusement, presque seulement de cela! Le gouvernement péquiste cherche encore à vendre son produit, soit l'indépendance, ou la séparation du Québec! Ce gouvernement n'a qu'une idée en tête.

Il cherche désespérément, par la propagande, par le verbe, par les slogans, à accroître sa prétendue clientèle indépendantiste. A cette fin, c'est une sorte de blitz de marketing que l'on a vu hier.

Ecoutez-moi cela, M. le Président! Voyez-vous comment on agit dans ce gouvernement-là? On crie: Priorité à l'économie! pour avoir les manchettes que nous avons aujourd'hui dans les journaux. Le gouvernement du Québec se tourne vers l'économie et en fait sa priorité. Et vous voyez dans les manchettes: Economie, économie. Mais, M. le Président, nous, les citoyens du Québec, nous avons de la mémoire. Lorsque nous retournons dans les journaux de 1977, lorsque nous retournons dans ceux de 1978, c'est ce même gouvernement qui faisait les manchettes avec les mêmes mots. 1977, année de l'économie; 1978, année de l'économie. Cette année, M. le Président, pour faire changement: année de l'économie. Et jamais le chômage n'a été aussi fort au Québec. Jamais nous n'avons assisté pendant cette période à autant de fermetures d'usines, d'exodes de sièges sociaux. Jamais nous n'avons vu autant de diplômés à la recherche d'emplois. Jamais on n'a vu le chômage aussi fort chez les jeunes, particulièrement ceux de 18 à 25 ans.

Et c'est ce gouvernement qui nous dit aujourd'hui: Priorité à l'économie. Nous ne le croyons pas! Ce que nous croyons, M. le Président, c'est qu'on va se servir de ces slogans, de cette propagande massive pour essayer d'infiltrer toujours cette même option indépendantiste, de séparation du Québec. Nous avons devant nous un gouvernement d'images, un gouvernement de mythes. Si on passe à travers, d'une façon aussi objective que possible, ce discours du premier ministre, que voit-on dans ces emballages? D'ailleurs, ce ne sont que des emballages. Nous attendons évidemment le contenu. Souvent, nous voyons de ces titres — et le gouvernement actuel est un spécialiste de cela — des têtes de chapitre. Vous-même, M. le Président, vous en êtes témoin. Je ne veux pas vous associer à mon opinion ou au jugement que j'exprime là-dessus, mais vous le savez, M. le Président, vous qui voyez les projets de loi qui sont déposés dans cette Chambre. On se vante d'avoir 50, 75, 100 lois et souvent on voit que ces projets de loi ne comportent que des titres avec quelques amendements mineurs.

On peut faire, comme on l'a fait dans ce discours inaugural du premier ministre hier, la récapitulation de tous les sujets. On se penche, évidemment, sur tout le monde et sur tous les besoins, mais qu'y a-t-il dedans? C'est là le supermarché avec de l'emballage. Mais où est le contenu? On parle de l'économie. On va régler cela avec des sommets. On en a eu, des sommets. On sait ce que cela a donné jusqu'à maintenant avec le chômage. On sait ce que cela a donné avec les fermetures d'usines, avec le manque de confiance de l'entreprise privée. Un livre sur les orientations futuristes de l'économie québécoise, un autre livre. On nous a donné, fourni tous les livres imaginables de toutes les couleurs et, enco-

re trois ans après l'arrivée de ce gouvernement, il nous apporte des livres sur sa conception de l'économie. On dramatise encore, comme on l'a fait depuis l'arrivée de ce gouvernement, certains programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce, des programmes qui se sont succédé de gouvernement en gouvernement. Mais le principal n'est pas d'avoir un guide, encore un livre...

M. Lavoie: Un livre brun.

M. Levesque (Bonaventure): On voit le ministre de l'Industrie et du Commerce m'indiquer qu'il y a encore un autre livre, M. le Président, une sorte de guide, alors que c'est surtout la confiance qu'il faut rétablir dans cette province, les investissements qu'il faut aller chercher pour donner des emplois aux gens. On fait encore plus de couleur, plus de musique autour du programme OSE qui, comme on l'a répété de ce côté-ci, n'est en majorité qu'une fumisterie où on revoit des programmes qui ont été un peu ramassés dans tous les ministères, qui ont toujours existé et on ajoute des chiffres encore pour jeter de la poudre aux yeux de la population. Où sont les véritables agents économiques? Comment s'en occupe-t-on dans ce gouvernement? Quels sont ces agents, si ce n'est le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral — on a peur d'en parler, c'est un agent économique extrêmement important — l'entreprise privée? Est-ce qu'on a peur d'en parler? Pourtant, on sait que les emplois dans le secteur public ne peuvent pas augmenter tellement à moins qu'on ne crée encore de ces sociétés d'Etat simplement pour essayer de cacher le fait que l'entreprise privée n'a plus confiance et n'a jamais eu confiance dans ce gouvernement que nous avons devant nous. Pourtant, les emplois devront venir du secteur privé en grande partie. C'est ce secteur privé qu'on boude présentement ou qu'on essaie simplement d'ignorer pratiquement dans ce discours inaugural.

M. le Président, il faut vendre le produit du supermarché référendaire; l'indépendance du Québec. Images, mots, slogans, ce sont là les moyens du gouvernement péquiste. Et puis, il y a les anciennes données qu'on a pris soin de remettre sur les étagères: l'aménagement du territoire, la santé et la sécurité des travailleurs, les normes minimales de travail, la révision du droit de la famille, la Régie des loyers, les livres: livres sur l'enseignement élémentaire et secondaire; on a parlé des livres sur l'enseignement collégial, on a parlé des livres sur l'enseignement universitaire et des livres sur les loisirs.

(16 h 20)

M. Lalonde: Une librairie.

M. Levesque (Bonaventure): Même qu'on avait oublié un peu la réforme électorale. Là, on a dit: Il y aura quelque chose également sur la réforme électorale et quelques nouveaux produits qu'on va mettre sur le marché. Un commencement timide de programme de supplément de revenu. Evidemment, on n'a pas parlé du montant du budget. On a parlé apparemment de \$50 millions.

Evidemment, on ne le sait pas, on va attendre. On va le faire selon un échéancier. Mais, M. le Président, est-ce qu'on a eu peur de dire la façon dont on va financer cela? Est-ce qu'on a eu peur de dire que le gouvernement fédéral serait appelé à contribuer largement à ce programme? C'est le silence, M. le Président. On aurait aimé le savoir. Une mesure de sécurité des approvisionnements en énergie; attendons de voir. C'est avec cela, ces étalages de supermarché que le gouvernement péquiste croit augmenter ses revenus et son projet référendaire. Avec cela, il croit pouvoir augmenter ses votes lors du référendum. Avec cela, avec ces primes de supermarché, il croit que les Québécois vont acheter l'idée de la séparation du Québec. Illusion, parade, mascarade tragique que tout cela. Tout cela n'est, en somme, qu'un mauvais scénario référendaire, un scénario qui cherche à tromper les Québécois et à quel prix, M. le Président.

Le premier ministre s'est refusé hier, devant la presse, me dit-on, à dire combien cette opération de marketing allait coûter. Au supermarché référendaire, on n'a pas encore affiché les prix. On s'en garde bien, M. le Président, d'autant plus que pendant tout ce temps, tout le reste, les choses qui comptent, on n'en parle pas ou on ne s'en occupe pas. La question du chômage, le sort des personnes âgées, les débrayages qui s'annoncent dans les hôpitaux et les grèves multiples — on en a eu quelques exemples tout à l'heure à la période des questions — et les grèves importantes qui touchent plus de 5000 travailleurs au Québec, les besoins en logements, silence dans le logement, l'allègement du fardeau fiscal des contribuables municipaux, tout cela reste tragiquement sans réponse.

M. le Président, au cours de ma présente intervention, en réponse au message inaugural du premier ministre, je voudrais bien mettre en relief qu'il n'y a pas pour un gouvernement d'autres voies à suivre que celle de respecter la volonté populaire. Or, les Québécois ont déjà manifesté clairement leurs sentiments sur trois grandes dimensions de la vie québécoise et il est primordial pour un bon gouvernement de se conformer aux désirs et aux aspirations véritables des citoyens.

Premièrement, j'ai l'intention de dire un mot sur la question de l'avenir du Québec et du Canada. Vous vous en doutiez bien. M. le Président, cela fait assez longtemps que cette question de la séparation du Québec traîne dans le paysage. Nous allons, je pense bien, jeter un coup d'oeil là-dessus, surtout lorsque l'on sait que ce gouvernement s'est présenté au cours de la campagne électorale de 1976 en disant qu'on mettait en veilleuse cette question et qu'on la déciderait dans un référendum. Depuis que ces gens-là sont au pouvoir, on verra que, malgré la volonté exprimée clairement par la population et bien exprimée d'ailleurs dans les sondages où l'on voit que plus de 80% des Québécois — toujours au moins — ont toujours dit non à la séparation, ce gouvernement continue, par ses agissements, d'essayer coûte que coûte de faire avaler cela à la population du Québec.

M. le Président, j'ai l'intention également de

dire un mot sur diverses questions, particulièrement des questions économiques et sociales. Je pense qu'il est important de démontrer que l'action de ce gouvernement se réduit souvent à des discours, à des "blitz", à de la propagande, à l'image, alors que des problèmes de nature économique et de nature sociale mériteraient une action vigoureuse de la part d'un gouvernement responsable.

M. le Président, j'ai également l'intention de toucher un point qui devient de plus en plus important, de l'avis d'un plus grand nombre de citoyens, c'est cette question d'un gouvernement bureaucratique, interventionniste, qui brime de jour en jour, de semaine en semaine, les libertés individuelles et qui voudrait entraver chacun des citoyens dans un carcan. M. le Président, nous ne serons jamais, au Québec, des numéros; nous ne voulons pas de ce genre de politique qui, de plus en plus, est la marque de commerce de ce gouvernement.

L'indépendance politique du Québec, oui ou non? Voilà ce que veulent avoir l'occasion de décider, une fois pour toutes, les Québécois. Peu importe la façon dont la question sera posée, les Québécois veulent avoir l'occasion de dire clairement et définitivement qu'ils veulent demeurer des citoyens canadiens à part entière. Pour l'immense majorité des Québécois, le Canada c'est notre pays; ils sont donc des millions ces Québécois qui sont fiers et heureux d'être Canadiens et qui sont décidés et déterminés à le rester. Cela, c'est l'opinion des Québécois sur le fond du problème politique canadien; c'est leur réponse à ce qu'il est convenu d'appeler la question québécoise.

Le Parti québécois a formellement promis de la poser au cours du présent mandat. Et je dois insister, car l'on a entendu plusieurs fois ces gens dire que ce serait tout probablement au cours des deux premières années de ce mandat. Ah oui, M. le Président! Même, je me rappelle, à la fin de 1976, début de 1977, on parlait de l'imminence de la consultation du peuple sur cette question. On disait que cela se ferait sûrement au cours des deux premières années du mandat. Et on a continuellement repoussé, retardé de six mois en six mois, pensant toujours que les sondages s'amélioreraient ou changeraient le tableau, alors que les sondages ont toujours persisté à rappeler à ce gouvernement, premièrement, qu'il n'a pas de mandat pour séparer le Québec du reste du Canada et, deuxièmement, que la volonté des Québécois, c'est de demeurer Canadiens. Cela, M. le Président, c'est clairement écrit.

C'est ce qu'on a dit au cours de la dernière campagne électorale, comme je l'ai mentionné tout à l'heure. Maintenant, ce gouvernement essaie de se dégager de cette promesse en imaginant toutes sortes de scénarios qu'il espère être de nature à amener subtilement et d'une façon trompeuse les Québécois à endosser l'idée première du parti, celle de l'indépendance ou de la souveraineté du Québec. Ce gouvernement ne réussira pas! Tout ce que le gouvernement fait

depuis deux ans et demi, toute cette confusion, toute cette ambiguïté, toutes ces contradictions qu'il cultive autour de l'option indépendantiste, toutes ces manoeuvres de propagande et de publicité auxquelles il se livre, tout cela présentement — et je le dis au premier ministre — joue contre lui. Tout cela ne fait qu'accroître l'impatience et l'agacement des Québécois. Tout cela ne fait qu'augmenter la conviction de plus en plus évidente qu'ont les Québécois que ce que prépare le gouvernement péquiste, c'est ni plus ni moins qu'une opération référendaire truquée et piégée. Tout cela, ai-je besoin d'ajouter, ne change absolument rien à la détermination des Québécois de demeurer des Canadiens à part entière. Je parle de la confusion, de l'ambiguïté et des contradictions que le Parti québécois entretient autour de son option indépendantiste.

Dans le programme électoral du Parti québécois, édition 1970, le chef du parti présente ce programme comme étant celui qui définit le parti par ses objectifs, c'est-à-dire la souveraineté du Québec à la fois but et moyen du Parti québécois. À l'élection de 1973, en publiant son budget de l'an I — on s'en souviendra — par la voix de l'actuel ministre des Finances, il s'agissait bel et bien là d'un budget d'un Québec indépendant, c'est-à-dire bel et bien séparé du reste du Canada, M. le Président.

(16 h 30)

La veille de l'ouverture de la première session du gouvernement péquiste, plus précisément à New York, le 25 janvier 1977, le premier ministre déclarait: L'indépendance du Québec est donc devenue aussi naturelle, aussi normale, je dirais presque aussi inévitable que ne l'était l'indépendance américaine il y a 200 ans. Il ajoutait: Pour moi, la question qui importe, ce n'est pas de savoir si le Québec deviendra ou non indépendant, ni même de savoir quand il deviendra indépendant, mais de connaître comment les Québécois assumeront la pleine maîtrise de leur vie politique. Il s'agissait alors bel et bien, M. le Président, de l'indépendance du Québec.

Quelques mois plus tard, en présentant le premier budget du gouvernement péquiste, le ministre des Finances affirmait le plus simplement du monde que le chemin de l'indépendance passait par des finances saines. Le 16 mars 1977, et cela, M. le Président, vous en avez été témoin, cela s'est passé ici même à l'Assemblée nationale, il n'y avait pas évidemment de caméras de télévision, mais le journal des Débats est là pour le prouver, le 16 mars 1977, donc, alors que j'interrogeais le premier ministre sur son option et que je lui demandais qu'est-ce que c'était la souveraineté et l'indépendance, il me répondait: Cessez ces chinoïseries. L'indépendance et la souveraineté, cela veut dire la même chose. Lorsque je l'ai pressé de questions pour savoir si ce gouvernement voulait récupérer toutes les compétences fédérales, incluant la défense, incluant la monnaie, incluant toutes les juridictions présentement au fédéral, la réponse a été catégorique, le premier ministre a dit: Oui, nous voulons tout récupérer.

M. le Président, on se rappelle par la suite la fameuse déclaration du 10 octobre 1978, ici dans cette Chambre, par laquelle le premier ministre, oubliant soudainement le terme "indépendance", parlait alors d'abondance de souveraineté-association. Il en parlait d'ailleurs non pas comme d'une chose dissociable, c'est-à-dire la souveraineté d'abord et l'association ensuite, mais il disait qu'il s'agissait d'une même chose, d'un mouvement simultané, établissant alors clairement qu'autant la souveraineté que l'association étaient négociables. Nous nous rappelons très bien ce qu'il disait: Vous savez, la souveraineté et l'association c'est tellement indissociable que j'y ai mis un trait d'union. L'un ne va pas sans l'autre. C'est loin de toutes ces histoires d'indépendance, de souveraineté immédiate, de récupération de tous les pouvoirs, etc. Non, on allait demander au peuple du Québec le mandat d'aller négocier la souveraineté-association avec un trait d'union.

M. le Président, le conseil national du Parti québécois était aux aguets et il a appelé le premier ministre. Il a dit: Venez donc ici, vous. Un peu comme dirait le ministre des Transports: Stop! Un instant! Alors, le premier ministre a dû parader devant le conseil national de son parti et on lui a suggéré sans doute la lettre qu'il a dû écrire à tous les présidents d'association du Parti québécois à travers le Québec pour donner une autre version de la souveraineté-association. Cette version, c'était tellement différent qu'il fallait à ce moment bien comprendre que la souveraineté, l'indépendance, c'était indispensable. Quant à l'association, c'était simplement souhaitable.

Alors, M. le Président, en quelques jours, vous voyez ce qui se passe dans cette définition de l'option indépendantiste péquiste. Tout récemment, nous avons eu droit à un autre document, c'est égal à égal et là on voit que les positions se durcissent. On a vu le ministre d'Etat à l'environnement qui prétend que le premier référendum donnera au Parti québécois le mandat théorique de faire l'indépendance du Québec au cas où la négociation d'ententes achopperait. Ce n'est pas fini; je suis convaincu que dans les prochains jours et les prochaines semaines on trouvera dans les rangs péquistes toute une série d'interprétations de la dernière version de l'option indépendantiste du Parti québécois.

Bien sûr, toutes les interrogations sur la portée concrète de la thèse de la souveraineté-association demeurent. Le Canada avec qui l'on discutera sera-t-il représenté par le gouvernement fédéral ou par les autres provinces du Canada? Ces ententes que l'on cherchera à conclure avec le Canada seront-elles du même ordre que celles que le Québec a avec la France, ainsi que l'a dit le premier ministre à l'occasion de la visite du premier ministre de la France au Québec? Il y a aussi toute cette confusion sur la nature exacte de l'union monétaire, tarifaire et commerciale que l'on envisage et celle également des institutions communes que l'on mettrait sur pied. Quelles ententes seraient conclues, par exemple, dans le domaine des chemins de fer, du trafic aérien, de la

navigation? Evidemment, cela ne dérange pas ces gens, toutes ces négociations, parce que ce qu'on veut réellement, c'est l'indépendance. On n'a pas à se casser la tête. On sait fort bien que le reste du Canada ne veut pas d'un Québec souverain, ne veut pas négocier ce genre de souveraineté-association.

On sait fort bien que le reste du Canada, tel que décrit par le premier ministre et les péquistes, ce n'est qu'une conception de l'esprit, parce que le reste du Canada peut être aussi différent avec ses régionalismes que le Québec peut l'être des autres parties du Canada. Il n'y a pas d'interlocuteur unique, il n'y a pas que des problèmes au Québec, il n'y a pas que des ententes qui puissent se faire uniquement entre le Québec et le reste du Canada pris comme un tout. C'est un langage enfantin, infantile, irresponsable que d'essayer de charrier ce genre d'association. Dans le fond, ces gens — je pense bien qu'on peut leur donner le minimum d'intelligence — savent bien que ce genre d'ententes ou d'association, c'est absolument chimérique. Ce qu'ils veulent dans le fond, c'est amener les Québécois, par tous ces genres de procédures truquées et piégées, à leur donner un oui sur une question dans laquelle ils pourraient obtenir un oui et, ensuite, essayer par tous les moyens de proclamer l'indépendance du Québec. C'est cela qu'ils ont à l'esprit.

Ce n'est pas par hasard que l'on voit, par exemple, le ministre des Travaux publics utiliser les fonds publics pour préparer le recyclage des fonctionnaires fédéraux. Ce n'est pas par hasard que l'on finance à même les fonds publics des plans d'aménagement de la vieille capitale où on met de côté certains terrains pour les ambassades à venir. Mais c'est complètement ridicule, ce genre de gouvernement! Non seulement c'est ridicule, mais c'est contre le mandat reçu par la population du Québec. On utilise des fonds publics déjà à l'encontre de la volonté clairement exprimée par les Québécois.

On n'a pas eu de meilleure preuve de ce genre de "double talk", de ce genre de procédures, de mesures, de manoeuvres de la part du Parti québécois et de ce gouvernement que cette lettre, qui semble avoir été interceptée, de M. Doris Lussier que je respecte comme un grand artiste québécois, mais là je parle de celui qui s'est mis le nez, à un moment donné, dans l'arène politique. A ce moment-là, évidemment, il s'expose...

(16 h 40)

J'ai ici des conseils fort intéressants donnés par M. Lussier au gouvernement actuel. Nous voyons que M. Lussier dit: "Notre première priorité dans l'ordre de l'action est d'obtenir un "oui" au référendum, coûte que coûte." Il suggère bien ouvertement d'utiliser les fonds publics à cette fin, et cela contrairement, encore une fois, à la volonté exprimée par le peuple.

Il dit: "Il va falloir utiliser le pouvoir au maximum pour faire de la propagande souverainiste." Je pense qu'on l'a bien écouté, de l'autre côté. "Utiliser l'argent du public à des fins de propagande souverainiste préréférendaire." Il dit mê-

me: "La fin justifie les moyens". Il dit aussi: "Il va falloir chauffer à blanc le nationalisme québécois." Il dit encore, d'une façon très subtile: "Il ne faudra pas prononcer le mot "indépendance" une seule fois." Il dit encore: "La seule façon, au Québec, de faire l'indépendance, c'est de ne jamais en parler." Je continue cette encyclique ou cette lettre dirigée aux camarades. Il dit: "Tout mettre ce qui va mal au Québec sur le dos du gouvernement fédéral, en faire le bouc émissaire de tous les malheurs québécois."

C'est ce genre de manoeuvre que nous voyons, dont nous sommes les témoins, et le discours inaugural, tel qu'il est fabriqué, donne raison à ceux qui disent qu'il faut suivre ces conseils que je viens d'évoquer. On voit la façon dont le Parti québécois utilise la fête nationale des Québécois, le drapeau du Québec, la visite du premier ministre de France. On constate que les conseils de M. Lussier sont suivis à la lettre.

M. La montagne: Les balcons.

M. Lalonde: Les balcons.

M. Levesque (Bonaventure): Si on pouvait même prendre la parole d'un balcon d'un centre d'achats, on prendrait n'importe quoi! Quand on voit les deniers publics qui sont ainsi dépensés pour prévoir les emplacements, comme je l'ai mentionné, des prochaines ambassades québécoises, quand on voit les études, faites à même les fonds publics, d'une option qui n'a pas reçu d'appui et qui est loin de recevoir jamais l'appui du public, on voit que si les écrits de M. Lussier ont été verbalement désavoués, ses conseils sont suivis à la lettre par le présent gouvernement.

D'ailleurs, dès la présentation du projet de loi no 92 sur la consultation populaire, c'est-à-dire les référendums, le refus du gouvernement d'inclure la question référendaire dans la loi laissait déjà place à cette tentative de manipulation de l'opinion publique à laquelle nous assistons présentement.

Je dis simplement ceci au gouvernement: Dites donc clairement aux Québécois ce que vous recherchez! Dites-leur donc que c'est l'indépendance politique du Québec, c'est-à-dire la séparation du Québec du reste du Canada, la perte pour les Québécois de leur citoyenneté canadienne avec tout ce que cela comporte, dites-leur que vous voulez laisser aux autres les richesses du reste du Canada! Dites-le clairement! Dites que vous ne voulez plus de l'agriculture, du blé de l'Ouest, que vous ne voulez pas des richesses de pétrole ou de gaz de l'Ouest canadien, du Nord-Ouest canadien! Dites que vous mettez tout cela de côté, qu'on ne sera plus propriétaire de ces richesses! Dites-leur cela! Là, vous attendrez la réponse. Ce serait de la franchise, de l'honnêteté, de la transparence.

De notre côté, notre choix est bien simple, il est clair, direct et franc: Nous choisissons le Québec et le Canada. Ce choix est celui de l'immense majorité des Québécois, celui qu'au-delà de 80%

des Québécois ont toujours manifesté dès lors qu'on leur demande leur avis sur le problème de l'indépendance du Québec. Toujours, les Québécois ont dit leur volonté de demeurer des Canadiens à part entière.

Et il y a de multiples raisons à cela. Le chef de notre parti, M. Claude Ryan, a publié récemment un document de travail à l'intention des membres du Parti libéral du Québec, un document qui met en relief les principaux points sur lesquels se fonde la majorité des Québécois pour dire leur volonté de continuer à demeurer Canadiens. Les Québécois veulent demeurer Canadiens parce que le Canada est leur pays et ce pays est un pays jeune, un pays d'avenir, un pays dont nous sommes fiers. A l'échelle internationale et aux yeux de l'opinion publique mondiale, le Canada est un pays estimé et respecté. C'est une terre de liberté. De 1945 à 1970, plus de trois millions d'immigrants à travers le monde ont choisi notre pays pour venir s'établir; ce pays-là, le Canada, c'est notre pays à nous, les Québécois. Le Canada est un espace géographique d'une amplitude et d'une richesse exceptionnelles dont l'expression la plus forte se trouve probablement dans la valeur de son agriculture et de son sous-sol. A l'heure où les grands pays défavorisés sont à la recherche de matières premières et d'énergie pour pouvoir continuer de progresser, le Canada, lui, se trouve dans une situation privilégiée puisque son sol et son sous-sol renferment les matières premières et les sources d'énergie nécessaires à notre développement futur. Toutes ces richesses appartiennent à tous les Canadiens et les Québécois sont de ce nombre.

Le Canada, c'est également un espace économique déjà doté d'un réseau complet et diversifié d'institutions économiques qui font de la vie économique de notre pays une réalité déjà fortement intégrée. Le marché commun canadien, le marché commun des ressources, le système de transport, le système financier, l'expertise et la technologie canadiennes, le niveau de vie, l'union économique canadienne, tout cela, ce sont des réalités avec lesquelles nous vivons et qui font que nous avons ce mode de vie nord-américain et canadien et québécois que nous ne voulons pas mettre de côté pour une aventure comme celle que nous indique le Parti québécois.

Le Canada, c'est aussi un espace politique original dont la principale caractéristique a été, depuis plus d'un siècle, d'offrir à tous ses citoyens une mesure élevée de liberté et un degré non moins impressionnant d'ordre, de stabilité et de sécurité. Un pays de liberté avec ses institutions démocratiques, avec une émulation et un dynamisme entre les deux ordres de gouvernement, avec cette liberté de la presse reconnue, avec cette indépendance judiciaire, un régime complet de sécurité sociale, dans le domaine de la santé, dans le domaine du bien-être, dans le domaine des personnes âgées, des consommateurs, de la justice, des relations de travail, de l'éducation, des loisirs. Voilà notre pays. Le Québec et le Canada, c'est ce que nous choisissons.

Pour justifier leur ambition d'amener les Québécois à se séparer du reste du Canada, les gens du Parti québécois utilisent l'argument suivant: A coups de dossiers noirs et en faisant porter au gouvernement fédéral et au régime fédéral la totalité de la responsabilité des problèmes des Québécois, ils nous disent que, dans le système fédéral, le Québec ne peut absolument pas se développer, progresser et assurer à ses citoyens la prospérité et la sécurité. A l'intérieur du Canada, disent-ils, les Québécois sont exploités, déprimés, bafoués et colonisés. Et, bien sûr, ils concluent que l'on doit sortir du régime fédéral et faire l'indépendance du Québec.
(16 h 50)

Mais du même souffle, ces mêmes gens du Parti québécois poursuivent en disant que l'indépendance du Québec est réalisable parce que le Québec a atteint un degré de développement et de progrès qui lui permet de disposer de toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires à l'exercice de sa souveraineté dans tous les domaines. Et là, on apporte des statistiques qui indiquent que le Québec, s'il était indépendant aujourd'hui, serait peut-être le septième, le huitième ou le neuvième du monde dans tous ces domaines-là. Comment sommes-nous devenus le Québec? Qu'est-ce qui est vrai? Sommes-nous, comme je le disais tout à l'heure, ces genres d'exploités, de déprimés, de bafoués, presque morts...

Une Voix: Colonisés.

M. Levesque (Bonaventure): ... de colonisés, ou sommes-nous ces gens-là qui peuvent maintenant se payer l'indépendance parce que nous sommes riches, nous sommes développés, nous avons un progrès inégalé? Qu'est-ce que ce gouvernement est en train de nous dire?

M. le Président, de deux choses, l'une. Ou bien les gens du Parti québécois font la preuve — et cette preuve est loin d'être faite — que le Québec est exploité, etc., etc., et alors les Québécois seraient évidemment en droit de chercher à améliorer leur sort; ou bien — pour ma part, je le crois — les gens du Parti québécois ont raison de dire que le Québec a atteint aujourd'hui un niveau de développement et de progrès qui le place dans les premiers rangs des sociétés modernes et développées. Alors je dis que le Québec est ainsi parvenu à faire ce qui fait que nous sommes aujourd'hui tellement fiers d'être Québécois. Tout cela s'est fait à l'intérieur du régime fédéral et en collaboration avec l'ensemble de nos concitoyens canadiens. Si tel est le cas — et nous savons tous que cela l'est — il n'y a aucune espèce de raison de chercher à sortir du régime fédéral, de se séparer du reste du Canada et embarquer dans cette aventure que nous propose le Parti québécois.

M. le Président, j'ai voulu aussi brièvement que possible — mais je vois que le temps passe — toucher cette question constitutionnelle tout de même, qui est la plus importante, la plus essentielle, la plus vitale quant à l'avenir du Québec.

M. le Président, vous me permettez maintenant de toucher les problèmes économiques et sociaux des Québécois. Vous savez que les Québécois ont toujours placé au premier rang de leurs préoccupations les questions économiques et sociales, et cela bien avant les questions constitutionnelles. Tous les sondages et relevés d'opinion au cours des 20 dernières années ont constamment affirmé la volonté des Québécois de voir traiter en priorité par leur gouvernement ces questions économiques et sociales qu'on désigne communément sous le vocable des questions de pain et de beurre. Un bon gouvernement doit absolument respecter cet ordre de priorités affirmées par l'immense majorité des citoyens. Il doit donc en toute priorité essayer d'apporter des solutions adéquates aux problèmes économiques et sociaux, apporter les solutions qui s'imposent.

Deux ans et demi après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, on peut certainement se demander si, dans la réalité des choses, le gouvernement péquiste a vraiment amélioré la situation économique et sociale des Québécois. On se rappellera qu'au cours de la campagne électorale de 1976, les candidats péquistes à travers le Québec, dans tous leurs comtés, fustigeaient le chômage, l'inflation, et qu'ils se faisaient les promoteurs d'un changement social radical en faveur des plus défavorisés de notre société. Or, ce sont les faits qui l'établissent clairement, le soi-disant bon gouvernement péquiste a complètement manqué à sa parole. Loin d'avoir diminué, le chômage n'a cessé d'augmenter depuis 1976 et il atteint même dans la plupart des régions du Québec des niveaux sans précédent. L'inflation continue de grever aussi gravement que par le passé le budget des familles, et tout le monde sait que le gouvernement péquiste n'a eu depuis deux ans et demi aucune espèce de politique de nature à limiter la hausse du coût de la vie. Tous ceux qui espéraient que l'arrivée au pouvoir du Parti québécois allait modifier d'une façon significative les structures sociales de notre société sont amèrement déçus, puisque les personnes dans le besoin, telles les personnes âgées et les nombreux Québécois défavorisés et démunis n'ont, en aucune façon, ou vu leur sort s'améliorer d'une façon significative par l'arrivée au pouvoir de l'équipe ministérielle péquiste.

On en a vu tout récemment des exemples très clairs particulièrement dans le domaine de l'indexation de l'aide sociale, particulièrement dans le domaine des sommes venues du gouvernement fédéral et destinées aux personnes en centres d'accueil. On a vu le gouvernement du Québec, le gouvernement péquiste, faire en sorte que ces gens-là, qu'on voulait favoriser, soient défavorisés davantage. C'est cela un gouvernement qui avait ces préoccupations. C'est cela le gouvernement de l'image. C'est cela le gouvernement des slogans. C'est cela le gouvernement des promesses, mais, lorsque arrive une chance d'aider ces petits, ces défavorisés, on s'empresse d'enrichir la caisse du ministre des Finances plutôt que de s'occuper de ces défavorisés.

C'est donc dire, M. le Président, que dans l'ordre économique et social le gouvernement du Parti québécois n'a absolument pas été à la hauteur de ses promesses et qu'il n'a pas su être le bon gouvernement qu'il avait promis d'être.

Ce jugement que je porte sur la performance économique et sociale du gouvernement péquiste, ce n'est pas simplement celui du chef de l'Opposition officielle en cette Chambre. C'est celui-là même que l'opinion publique québécoise, dans son ensemble, porte sur le gouvernement péquiste. On se rappellera à cet égard les chiffres extrêmement révélateurs du dernier sondage publié dans le journal *La Presse* au mois de novembre dernier. On a alors demandé aux Québécois s'ils étaient satisfaits de l'action du gouvernement péquiste dans divers domaines. Par exemple, dans le domaine économique: satisfaits: 28%; insatisfaits: 62%.

Une Voix: C'est effrayant.

M. Levesque (Bonaventure): Ce gouvernement est condamné dans ses mesures économiques.

Une Voix: C'est épouvantable.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, quant à la création d'emplois, on pose la question et qu'est-ce qu'on dit? On répond: satisfaits: 22%; insatisfaits: 69% de la population.

Une Voix: Un remaniement.

M. Levesque (Bonaventure): Dans les relations de travail, est-ce qu'on est satisfait? 38% de satisfaits; 44% d'insatisfaits. Cela devrait amener le gouvernement à se poser des questions. C'est dire que le jugement que l'ensemble des Québécois porte sur la performance économique et sociale du soi-disant bon gouvernement péquiste est extrêmement sévère. Ce jugement sévère est, par ailleurs, d'autant plus révélateur qu'il exprime la déception profonde des Québécois à l'endroit d'un gouvernement qui n'a pas tenu ses promesses et qui a tenté de masquer et de camoufler son incurie dans le domaine économique par toute une série de manoeuvres publicitaires, tels les "blitz" ministériels. Vous courez partout, vous n'avez même pas le temps de rencontrer les gens, vous n'avez même pas le temps de leur parler, vous n'avez même pas le temps de les écouter. Pourvu que la radio et les journaux sachent que vous êtes là, que vous avez été là, que vous aviez un petit message. C'est cela. Mais écoutez donc de temps en temps. Promenez-vous un peu moins vite et allez donc demander aux gens ce qu'il faut. Écoutez-les attentivement. On ne pense pas à cela. Pourvu qu'on ait son nom dans le journal, qu'on ait été à telle place, qu'on ait fait trois places dans la même journée ou cinq places, cela veut dire qu'on remue. C'est de l'agitation préréférendaire, mais ce n'est pas de l'action gouvernementale.

Oui, ces "blitz", ces dépenses éhontées de propagande autour de la fumisterie du programme

OSE, les opérations charme de tous ordres, les mini et les maxi-sommets. La télévision autour pour être sûr que tout le monde sait qu'on se préoccupe.

Une Voix: On se promène.

Une Voix: On a vu cela hier.

M. Levesque (Bonaventure): Oui, on se promène. Tout cela, M. le Président, les Québécois le savent bien, ce ne sont que des manoeuvres partisans qui visent à faire croire aux gens que le gouvernement prend ses responsabilités dans le domaine économique et social alors qu'en réalité le vécu quotidien des travailleurs québécois, prouve, au contraire, que loin de s'améliorer la situation économique et sociale du Québec se détériore de jour en jour. Je dis que ce sont des slogans et des discours qui constituent l'essentiel de la politique économique du gouvernement péquiste.

Je n'en veux pour preuve que ces déclarations publicitaires que lancent régulièrement, à la fin de chaque année, les principaux porte-parole du gouvernement péquiste. En 1977, lors de son premier message inaugural, celui du 8 mars 1977, le premier ministre parlait d'une mobilisation de nos ressources pour stimuler l'économie et réduire le chômage. L'année 1977 devait être une année axée sur l'économie.

(17 heures)

À la fin de 1977, alors que la situation économique ne s'était nullement améliorée, le ministre d'État au développement économique lançait un autre slogan: "Le Québec — disait-il au journal *Le Devoir*, le 14 décembre 1977 — en 1978, aura une priorité carrément économique". En 1978, la situation économique ayant continué de se détériorer, le ministre d'État au développement économique revient à la charge, cette fois dans le *Soleil* du 20 janvier 1979, en disant: "1979 sera l'année de l'économie". Et ainsi va la galère, M. le Président!

Tout ce que l'on a de concret à offrir aux Québécois pour améliorer la situation économique et sociale: promesses, discours, slogans. M. le Président, pendant ce temps, 327 000 chômeurs au Québec. Là, on passe de 10,5% et c'est désaffecté à 10,7% en janvier, 11,8% en chiffres absolus. Voilà des chiffres véritables du chômage. Cela n'a pas l'air d'inquiéter. D'abord qu'on fait des discours, d'abord qu'on a des slogans, d'abord que l'on dit: C'est l'année de l'économie; là, on a tout réglé! On règle cela à la péquiste!

M. le Président, le chômage, l'inflation, le sous-développement de nos régions, la sous-utilisation de nos ressources et même, dans certains coins, la pauvreté, tout cela demeure des réalités cruellement vécues par des centaines de milliers de Québécois, et le soi-disant bon gouvernement, lui, n'a d'yeux, d'oreilles et de mains que pour tenter de faire avancer quoi? La cause de l'indépendance du Québec! On se gargarise avec cela, on s'enfle avec cela, on a des visions. Tout le reste, c'est-à-dire le bien-être économique et social des Québécois, cela vient après.

Je parle de la gravité présente de la situation

économique du Québec, l'incapacité du gouvernement péquiste d'y faire face avec la vigueur et l'efficacité nécessaires; il y a les chiffres que je viens de mentionner sur le chômage. L'écart même du chômage entre le Québec et le Canada va en s'agrandissant; entre le Québec et l'Ontario également. La création d'emplois, on en a parlé. Pourtant, si cela a augmenté de 3,1% au Québec, cela a augmenté de 5,3% dans le reste du Canada. Cela n'a pas l'air de vous inquiéter. Enfin!

Les contrats de construction, en ce qui concerne les contrats accordés, par exemple, dans la région métropolitaine de Montréal, par rapport à ceux de Toronto, les chiffres sont bien clairs: en 1977, par rapport à 1976, à Montréal, il y a une baisse de 24%, c'est moins 24% — la température là — à Toronto, c'est plus 15,7%. Comment cela se fait-il? En 1978, par rapport à 1977, pendant qu'il y a une augmentation à Toronto de 2,6%, à Montréal, une autre diminution et celle-là de 30%. Cela n'a pas l'air de vous intéresser, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre au développement économique, tous ces superministres, cela n'a pas l'air de vous déranger!

Les faillites commerciales sont un autre indicateur, avec des chiffres qui sont réellement inquiétants. Par mois, de janvier par exemple jusqu'en septembre, on a les chiffres ici des faillites. Il y a des augmentations à Montréal de 26%, 33%, 14%, 41%, 35%, 17%, 46%, 12% et 24% — je viens de donner des mois d'augmentation — alors que dans les mois correspondants, à Toronto, on voit des diminutions de faillites de moins 20%, moins 13%, moins 26%, moins 16%, moins 8%, etc. Comment cela se fait-il? On ne s'inquiète pas de cela! On a beau se gargariser de mots, on a beau avoir des slogans, mais il faut, de temps en temps, regarder la réalité.

Est-ce qu'on a regardé, par exemple, les permis de bâtir, dans la région de Montréal? 1977 par rapport à 1976, il y a eu de grandes diminutions. Je vois tous les mois, cela baisse: moins 31%, moins 18%, moins 35%, etc. Sur 1976; on penserait qu'en 1978 cela s'améliorerait après une baisse comme cela. Mais non, encore des baisses: janvier, moins 39%, moins 35%, moins 38% en avril, moins 30% en mai, moins 37% en juin, moins 38% en juillet, moins 49% en août. Cela ne vous inquiète pas, ces baisses?

Ce sont des chiffres et la source est Statistique Canada. Je donne des chiffres officiels. Mais cela, cela cause du chômage. On dit: Lorsque le bâtiment va, tout va. Mais, lorsqu'on a des tableaux comme ceux-là qui nous indiquent qu'il y a des diminutions aussi graves, aussi importantes dans la construction, je pense qu'on a de quoi s'inquiéter.

Dans le domaine simplement de la migration, je pense qu'il y aurait un autre indicateur extrêmement important. Je me suis permis de faire un tableau. On sait qu'il y a une diminution de population au Québec. Cela a été la première fois cette année qu'il y a eu une diminution véritable, réelle, absolue de la population. Les gens quittent le Québec, pourquoi? Cela a été un phénomène

difficile, quant à la démographie, à cause de la dénatalité. C'est vrai au Québec. Il y a la migration également, l'émigration, et on voit ce tableau-ci de 1960 jusqu'à nos jours.

C'est curieux, lorsque le Parti libéral était au pouvoir en 1960, vous ne voyez presque pas de diminution de population. L'Union Nationale vient au pouvoir au cours des années 1966 à 1970, vous avez une diminution, un exode très marqué de la population. Je comprends qu'ils ont eu des problèmes de bombes dans ce temps, je ne sais pas si c'est ce facteur qui a causé cela, mais tout de même il y a là un exode de la population. Vous arrivez dans les années soixante-dix et voilà la crise d'octobre, c'était jusqu'à ce jour le pire; et vous voyez qu'avec les années libérales, de 1970 à 1976, vous avez maintenant un plus, une augmentation des entrées au Québec sur les sorties. Vous les voyez. Ensuite, arrive le Parti québécois et là vous avez la pire situation jamais vue dans tout ce tableau. C'est l'exode. Pas seulement des anglophones, mais des francophones, des Québécois qui s'inquiètent de ce qui se passe ici. Ce sont des chiffres. Venez les contester si vous êtes capables. Vous avez l'occasion de parler au cours de ce débat. J'espère que vous prendrez la peine d'examiner ces tableaux. M. le Président, les chiffres -- on pourrait en citer bien d'autres -- ne font qu'illustrer la nature de la gravité de la situation économique du Québec.

Je veux reconnaître à leur mérite certaines mesures d'urgence prises par le gouvernement du Québec et par le gouvernement fédéral pour éviter le pire dans les secteurs du textile, de la chaussure et du meuble. Reste cependant à voir ce qu'il adviendra de ces mesures lors du prochain discours du budget. Pour le reste, l'action économique du gouvernement du Québec a consisté à aller au plus pressé et à n'avoir de politique que celle de chercher à éteindre les feux, entre autres en ce qui concerne les sociétés d'Etat, la SGF, Marine Industrie, SIDBEC, le secteur minier, le secteur des pâtes et papiers. La relance de ce dernier secteur est cependant principalement dû à la dévaluation du dollar canadien qui permet aux industries des pâtes et papiers et de bois de sciage de produire avec une meilleure productivité et une rentabilité accrue.

Mme la Présidente, l'indifférence du gouvernement vis-à-vis des problèmes immédiats et concrets des citoyens n'est pas la seule conséquence de son obsession indépendantiste. Même quand on regarde vers l'avenir, dans un domaine aussi crucial que l'énergie, il est évident que la même carence d'action réelle s'étale au grand jour.

On a dévoilé — encore un de plus — avec tambour et trompette le livre blanc sur l'énergie, il y a déjà plusieurs mois. Ce document soulignait que le Québec est une des sociétés les plus dépensières en matière énergétique. Une politique de conservation s'impose donc, cela va de soi. En matière de conservation, nous n'avons pas eu de politique, encore moins d'action. Sans doute, dire clairement la vérité aux Québécois sur le sujet risquerait d'amenuiser les chances déjà réduites

du gouvernement de gagner le référendum. Le premier ministre nous promet de conserver l'énergie en modifiant le Code d'habitation pour renforcer l'isolation.
(17 h 10)

Ceci s'appliquera donc aux nouvelles maisons, soit à moins de 1% chaque année de stock total. Comme le chauffage compte pour un quart de la conservation d'énergie, les mesures concrètes annoncées par le discours inaugural sont de 0,25%. En fait de politique, de gestes pratiques, ce que les Québécois ont ressenti clairement — c'est même la seule chose en ce domaine — a été l'augmentation des tarifs de l'Hydro-Québec: 15,8% l'an dernier; 15,8% de plus cette année et encore 10% en 1980. Evidemment, si on met cela ensemble, on s'aperçoit que dans le simple mandat de ce gouvernement, il y aura eu une augmentation de 70%. Dans les quatre ans de leur mandat, cela va faire 70% d'augmentation des tarifs d'électricité. Un gouvernement présidé par celui qui a promis que l'électrification et la nationalisation de l'électricité sauvera tous les Québécois, etc.! Je dis aujourd'hui...

M. de Belleval: Où étiez-vous dans ce temps-là?

M. Levesque (Bonaventure): J'étais ici dans ce temps-là et je suis ici encore aujourd'hui.

M. de Belleval: Bon, bon.

M. Levesque (Bonaventure): Je dis que des augmentations comme celle-là, de 70%, n'avaient pas été prévues dans ce temps, mais elles sont aujourd'hui décidées par le gouvernement que nous avons devant nous. 70% d'augmentation pendant votre mandat, vous allez être contents de cela? 70% d'augmentation, vous êtes fiers de cela? Vous irez dire cela à tous ceux dont vous vous préoccupez avant d'être élus, là où vous vous occupiez des petits, des défavorisés. Que signifie votre mandat? Une augmentation de 70% sur leur compte d'électricité à la fin du mois, s'il n'y a pas d'augmentation additionnelle d'ici à ce que vous soyez battus.

Une Voix: Ce ne sera pas long.

M. Levesque (Bonaventure): Lorsque je parle simplement des augmentations de l'an dernier, de cette année et de l'année 1980, je dis qu'il s'agit là de \$1,7 milliard de plus que vous allez percevoir chez les Québécois. À côté de ce geste décisif — le seul, rappelons-le — on doit mettre en balance les secteurs cruciaux où le gouvernement tergiverse, attend ou se contredit. Je me réfère ici à des réalités de demain où les retards d'aujourd'hui coûteront très cher: l'énergie nucléaire, le gaz, le pétrole.

Au sujet du nucléaire, Mme la Présidente, on assiste toujours à une jolie valse hésitation. On se rappellera — vous n'étiez pas ici, Mme la Présidente, mais le leader parlementaire du gouverne-

ment qui est devant moi le sait, il en était témoin — les sorties hebdomadaires, quotidiennes, du ministre de l'Éducation, chef de l'Opposition d'alors au sujet de la baie James. C'était continuellement contre le projet de la baie James qu'on se levait, et on posait des questions: Qu'est-ce que vous faites du nucléaire? Il faut que vous vous tourniez vers le nucléaire. On blâmait le gouvernement Bourassa d'avoir développé la baie James. On voulait absolument mettre l'accent sur l'énergie nucléaire. C'étaient les positions prises tous les jours ici en cette Chambre par ces gens qui étaient dans l'Opposition, les péquistes. Ils sont arrivés au pouvoir, rien n'avait été plus beau que la décision prise par le gouvernement antérieur. Le ministre délégué à l'énergie l'a déclaré lui-même en disant: S'il y a une bonne décision qui a été prise par le gouvernement antérieur, cela a été de développer la baie James.

Donc, avant 1976, on est pour le nucléaire et, à un moment donné, on devient contre le nucléaire. On va remettre cela, ce n'est pas important. Tout d'un coup arrive une chicane avec le fédéral, La Prade, on devient pour le nucléaire et on proteste. C'est ce genre de gouvernement. Quelle sorte de politique énergétique a-t-on? Quelle sorte de politique économique a-t-on? Est-ce qu'on en a une? On a une politique préréférendaire séparatiste.

Quant au gaz et au pétrole, nous reconnaissons l'effort modeste, mais louable d'explorations continuées par SOQUIP; toutefois, c'est là, au fond, que se manifestent le plus dangereusement les conséquences néfastes de l'obsession indépendantiste. En effet, il est encore plus clair que jamais, après les événements d'Iran et la cascade d'augmentations de prix à laquelle nous assistons sur le marché mondial, que la sécurité d'approvisionnement des Québécois à des prix raisonnables repose sur leur appartenance au Canada. Une telle réalité, tout simplement qu'à l'intérieur de la fédération canadienne les Québécois sont et seront encore plus, dans l'avenir, des privilégiés énergétiques, est évidemment inconcevable pour le présent gouvernement.

Le dernier livre blanc sur l'énergie minimise fort savamment en apparence les besoins en gaz et pétrole du Québec. L'énoncé et surtout la mise en application d'une véritable politique énergétique se font toujours attendre et risquent de se faire attendre encore longtemps vu que le gouvernement devrait alors reconnaître les trois faits très simples qui, hélas, contredisent son indépendantisme et cette absence de politique. Premièrement, les Québécois vont continuer de se chauffer et d'utiliser leur voiture. Deuxièmement, les grands gisements gazifères et pétrolifères exploités ou à venir sont situés, qu'on le veuille ou non, dans l'Ouest et dans le Nord-Ouest canadiens. Troisièmement, dans l'univers instable des marchés mondiaux, il y a une différence essentielle entre être un client parmi tant d'autres ou être un partenaire dans l'exploitation des immenses réserves canadiennes.

C'est dire: Est-ce qu'on veut être parmi les

pays producteurs, les pays qui ont le gros bout du bâton, les propriétaires ou si on veut être à la merci du monde entier, devenir un petit client ne sachant pas trop vers qui se jeter et laisser payer, particulièrement par ces petits dont on parlait tout à l'heure, des prix astronomiques pour des besoins essentiels? C'est ce qu'on prépare avec ce genre de politique séparatiste!

Ce qu'il y a de frappant dans l'action économique du gouvernement péquiste c'est qu'il n'y a absolument pas eu depuis deux ans et demi d'innovations économiques importantes et majeures pour vraiment pallier la faiblesse de la structure de notre économie. Ainsi, la consolidation des secteurs mous est simplement temporaire. La politique du gouvernement du Québec, en ce qui concerne les sociétés d'Etat, n'est toujours pas définie. Il n'y a présentement aucun effort réel de la part des ministères économiques du gouvernement pour attirer de nouveaux investissements étrangers au Québec. "Invest in Québec", disent-ils! Oui, mais quelle est leur politique? Je comprends le ministre de l'Industrie et du Commerce, il est bien découragé de ses collègues, bien souvent. Je pense bien qu'il voudrait bien avoir des investissements au Québec.

M. Tremblay: La meilleure année a été l'an passé.

M. Levesque (Bonaventure): C'est justement ce gouvernement qui gèle les investissements. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce veut participer au débat, il aura l'occasion de le faire, j'en suis convaincu. Il pourra nous parler du dossier de General Motors, entre autres, etc., des investissements, de l'industrie de la construction.

La Vice-Présidente: A l'ordre!

M. Levesque (Bonaventure): Mme la Présidente, je vois qu'on a touché une fibre sensible.

Le gouvernement pourrait se préoccuper de l'industrie de la construction qui connaît un marasme sans précédent. J'ai donné des chiffres tout à l'heure. Tout ce que le gouvernement a à offrir dans l'ordre économique, c'est cette pitoyable aventure dans laquelle il s'est engagé en vue d'acquiescer la société Asbestos Corporation.

M. Lamontagne: C'est effrayant!

M. Levesque (Bonaventure): Le coût? On ne sait pas encore combien cela va coûter, cela n'a pas d'importance, sauf que, depuis qu'on en parle de l'autre côté, les actions sont passées d'environ \$20 à environ \$50. Mais cela, ce n'est pas important non plus. On paiera ce que cela vaudra, aucun problème! Que cela ne crée pas d'emplois nouveaux, ce n'est pas important pourvu qu'on ait le symbole préréférendaire. L'important, c'est de pouvoir dire ensuite, pendant la campagne du référendum: Nous avons pris le contrôle de...

M. Godin: De notre pays.

M. Levesque (Bonaventure): ... nos ressources. Même si on achète une mine au prix de centaines de millions et qu'on n'a pas d'emplois de plus, ce n'est pas important, pourvu qu'on ait l'image, le slogan. Même si cela coûte de l'argent...

Des Voix: Et le trou!

M. Levesque (Bonaventure): Et le trou, oui. Mme la Présidente, dans la mesure où il devient de plus en plus difficile à l'Etat et aux investissements publics de soutenir la croissance économique du Québec, il devient extrêmement important que le gouvernement se préoccupe de changer le climat de défaitisme qui anime présentement le milieu des affaires.

C'est en effet clairement du côté de l'entreprise privée que doivent venir dans l'immédiat, et que devront venir de plus en plus, dans l'avenir, les emplois dont nous aurons besoin. Le désarroi présent du monde des affaires est un problème extrêmement sérieux. Il y a moyen de changer cet état d'esprit. Je me rappelle, dans les années 1971, 1972, 1973, que le gouvernement d'alors avait à faire face à un problème, certes moins grave mais, d'une certaine façon, analogue. Il a alors choisi de rétablir la confiance, et nous savons tous qu'au cours des années 1972, 1973, 1974, le Québec a connu ses meilleures années économiques.

A cet égard, il faut rappeler au gouvernement les représentations vigoureuses faites par divers milieux afin que le gouvernement mesure bien l'impact de certaines de ses politiques à l'égard de la question de l'emploi. On a parlé avec raison de la difficulté présente des entreprises de trouver des professionnels et des cadres supérieurs à cause du poids excessif des impôts sur cette catégorie particulière de travailleurs. Il y a également les coûts additionnels que le gouvernement ne cesse d'imposer aux entreprises dans la mise en oeuvre de certaines politiques d'ordre linguistique et social. Il y a également la nécessité pour le gouvernement de maintenir à un taux raisonnable l'accroissement des dépenses publiques. Il y a enfin, et cela est très important pour l'avenir, l'effort prioritaire que le gouvernement doit faire pour enrayer le transfert, en dehors du Québec, des entreprises installées ici.

En novembre dernier, le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce a attiré l'attention du gouvernement et de l'opinion publique sur ce grave problème et, en décembre 1978, le Conseil du patronat du Québec a rendu publique une analyse documentée et sérieuse de ce problème. Le Conseil du patronat affirme que l'industrie des sièges sociaux à Montréal est en déclin, et il formule au gouvernement des recommandations en vue d'enrayer ce phénomène qui constitue, à court terme, une perte économique nette pour le Québec et qui risque, à moyen terme, de priver nos jeunes diplômés des emplois qu'ils sont en droit d'occuper ici au Québec, pour le plus grand avantage de notre collectivité.

Cette situation économique particulière grave

que je viens de décrire se reflète, bien sûr, d'une façon tout à fait percutante au niveau de chacune des régions du Québec. Si le temps me le permettait, je prendrais — j'espère que d'autres de mes collègues auront le temps de le faire — région par région, région no 1, de l'Est du Québec, région no 2, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la région no 3 de Québec, la région no 4, La Mauricie, les Bois-Francs, la région no 5, L'Estrie, la région no 6, Montréal, la région no 7, l'Outaouais, la région no 8 l'Abitibi-Témiscamingue, la région no 9, la Côte-Nord, la région no 10, le Nouveau Québec. J'ai fait exprès de les nommer pour rappeler à ce gouvernement que ces dix régions du Québec existent, qu'elles attendent, de la part de ce gouvernement, des réponses. Les questions sont posées dans ces régions, soyez à l'écoute de ces régions et vous verrez et vous entendrez. Mais non! Ces genres de "blitz" ne vous permettent pas de vous arrêter et d'écouter et de prendre les décisions qui permettraient de répondre aux aspirations de ces régions. Non seulement sur le plan économique le gouvernement péquiste n'aura certainement pas su être un bon gouvernement, mais encore sur le plan social, il n'aura même pas été capable de se montrer à la hauteur des espoirs de changement social qu'il avait sans doute soulevés chez les jeunes et chez les citoyens les plus démunis de notre société.

J'ai parlé tantôt des mouvements migratoires de population qui jouaient contre le Québec. Il y a déjà plusieurs années que se pose d'une façon particulière un problème majeur au niveau de l'évolution à la baisse de la population québécoise. Il est plus que temps que le gouvernement du Québec se préoccupe de cette situation, dans la mesure où l'affaiblissement de notre population a des conséquences politiques sûrement sérieuses, mais elle a aussi des conséquences économiques et sociales on ne peut plus graves.

Il est donc temps, au niveau des ministères des Affaires sociales, de l'Éducation, de l'Immigration, de concevoir une politique d'ensemble pour redresser les problèmes de population que connaît le Québec. C'est absolument irresponsable de la part du gouvernement que de laisser aller ainsi les choses et de n'avoir rien fait pour doter le Québec d'une politique intégrée des ressources humaines.

Dans le domaine des relations de travail, le message inaugural de 1977 nous annonçait des modifications substantielles à notre législation en matières de relations ouvrières. On a bien fait adopter une loi dite antibriseurs de grève et on a tenté d'améliorer la situation dans le monde de l'industrie de la construction. Le moins que l'on puisse dire à ce sujet en regard des injustices flagrantes qu'a entraînées le règlement dans l'industrie de la construction, le règlement de placement, et de l'indignation qu'a causée l'adoption de la loi 110, c'est que le soi-disant bon gouvernement n'a certainement pas respecté son engagement de prendre les moyens nécessaires pour améliorer véritablement les relations de travail au Québec. Des grèves nous en avons eu. Nous en

avons connu de très importantes depuis deux ans et beaucoup d'entre elles ont duré pendant des mois et des mois. Nous avons eu, au cours de la période des questions aujourd'hui, des exemples de ces grèves qui se multiplient.

Mme la Présidente, si on se rappelle tous les discours de ces gens, du moment qu'il y avait un arrêt de travail quelque part, on s'empressait d'accuser le gouvernement. Où sont-ils, ces gens-là qui, lors de la moindre grève, se précipitaient vers les grévistes pour leur faire des communications relativement au gouvernement, au ministère du Travail? Ces gens que nous avons en face, qui sortaient du parlement et qui descendaient rencontrer tous les grévistes possibles qui se présentaient ici, tous les manifestants, aujourd'hui, où sont-ils pour régler ces conflits? Quelles sont les politiques qu'ils ont améliorées dans le Code du travail pour favoriser le règlement des conflits? Ils avaient toutes les solutions, il n'y a pas si longtemps. On a vu des conflits perdurer comme jamais.

Quant au secteur public, le gouvernement a fait adopter des lois qui ne sont même pas respectées et qui, en ce moment, ne fournissent aucune garantie aux citoyens du Québec en ce qui concerne le maintien des services essentiels dans les hôpitaux et dans les établissements d'éducation. Dans le domaine de l'éducation, tout ce que ce soi-disant gouvernement a fait est de publier des livres et encore des livres sur tout et rien. Rien de concret n'a été fait pour améliorer la qualité de notre système d'éducation. Tout est à l'étude. Aucune action significative n'a été prise. Il y a eu, bien sûr, une action déterminante que le gouvernement a prise dans le domaine de l'éducation. Elle a consisté à nier les engagements formels du Parti québécois en ce qui concerne la gratuité scolaire au niveau collégial, ce qui a entraîné la paralysie de nos CEGEP pendant des semaines, pendant des mois. Et je ne parle pas ici des problèmes créés par le gouvernement au niveau du placement étudiant. Il y a également toute cette inquiétude qui persiste au sujet des commissions scolaires, inquiétude que la conférence Québec-commissions scolaires n'a absolument pas dissipée et que les récentes propositions du ministre de l'Éducation viennent de relancer.

Dans le domaine des affaires sociales, les promesses formelles du Parti québécois en ce qui concerne les congés de maternité et les services de garderie ne sont toujours pas respectées et plus d'un député péquiste a vu ses bureaux occupés par des gens qui étaient indignés d'avoir été trompés par le Parti québécois. L'adoption des lois 103 et 84 n'aura réussi qu'à créer de nouvelles tensions dans les milieux des services de santé et des services sociaux, alors que l'extension des services aux personnes âgées et aux enfants est restée bien en deçà des promesses du Parti québécois. Une chose est certaine, c'est que le ministère des Affaires sociales continue toujours d'être une immense machine administrative. Le ministre actuel semble attacher beaucoup plus d'importance à alimenter des querelles fédérales-

provinciales dans le domaine de la sécurité de la vieillesse, des allocations familiales et sociales qu'à opérer un véritable changement social au Québec qui irait dans le sens de la sécurité et de la justice sociale.

En se référant à l'évolution rapide de la société moderne, on évoque souvent les transformations profondes qu'a subies l'institution de la famille. On sait jusqu'à quel point les changements qui se sont produits au sein de la société québécoise ont directement atteint la cellule familiale, qui avait été dans le passé l'instrument clé de notre survivance nationale et qui a toujours constitué l'une des valeurs dominantes de la culture québécoise.

(17 h 30)

Je voudrais, Mme la Présidente, que, d'une façon claire et engagée, le gouvernement manifeste une volonté politique déterminée à concevoir et à élaborer une politique axée sur la famille. Je voudrais, en somme, que l'on mette l'accent sur la chose qui compte, c'est-à-dire la promotion des valeurs familiales. C'est dans cette dernière perspective d'ailleurs — je dirais dans cette seule perspective — que doivent être trouvées les solutions aux problèmes particuliers qui se posent dans ce domaine. Au mois de mars 1978, le président du Conseil des affaires sociales et de la famille, M. Roger Marier, remettait au ministre des Affaires sociales des recommandations précises sur la situation des familles québécoises. Le ministre, en juin 1978, a, bien sûr, accusé réception de ces recommandations, mais jamais depuis ce temps a-t-on pu sentir du côté du gouvernement un désir véritable de proposer une politique intégrée de développement familial. C'est ce que, pour ma part, je voudrais exiger aujourd'hui du gouvernement au nom de l'Opposition officielle et, j'en suis sûr, au nom de millions de Québécois.

Je parle d'une véritable politique familiale parce qu'il est extrêmement important que le pouvoir politique établisse clairement qu'il entend prendre les dispositions nécessaires pour sauvegarder et assurer l'épanouissement de la famille en tant que base du développement et du progrès de la collectivité. Seule une politique complète et cohérente de la famille peut, en effet, nous permettre de situer dans une juste perspective, et d'en apprécier la valeur, les gestes particuliers que pose le gouvernement sur l'un ou l'autre des aspects de la vie familiale. C'est pourquoi, avec le Conseil des affaires sociales et de la famille, j'insiste auprès du gouvernement pour qu'il indique clairement son intention d'élaborer une politique et des programmes familiaux qui ne négligent aucunement la dimension de la réalité familiale.

En somme, Mme la Présidente, je veux très simplement, mais en y mettant toute l'insistance nécessaire, demander au gouvernement de faire de l'épanouissement de la famille l'une des lignes de forces de la politique québécoise.

Il y a également, Mme la Présidente, cette inaction absolument condamnable du gouvernement en ce qui a trait à la condition féminine. Tous les emportements du ministre responsable n'au-

ront abouti, après près de deux ans et demi, qu'à la formation d'un autre comité interministériel et qu'à l'expression d'une déception des femmes du Québec qui n'ont même pas pu obtenir de la part du gouvernement un accord de principe aux recommandations du Conseil du statut de la femme.

Et, Mme la Présidente, nous avons vu que même dans ce discours inaugural du premier ministre, il n'y avait pas encore de réponse aux questions posées par le Conseil du statut de la femme.

Dans le domaine de l'habitation et du logement, il y aurait là tout un chapitre à dire alors qu'un sujet aussi important a été autant négligé par un gouvernement formé de gens qui, pourtant, chaque jour, chaque semaine, nous parlaient de la situation du logement, s'en plaignaient alors que nous avions, dans ce gouvernement dont j'ai fait partie, des mesures nombreuses et vigoureuses pour encourager le logement et la construction en général.

Mme la Présidente, finalement, sur le plan administratif, l'action de ce soi-disant gouvernement s'est avérée extrêmement mince et ses attitudes sont devenues hautement contestables. L'on sait que de plus en plus, au Québec aujourd'hui, on s'inquiète de l'attitude bureaucratique, technocratique, interventionniste de ce gouvernement qui voudrait tout contrôler dans la vie des citoyens sans respecter... Ce qui fait la caractéristique du Parti libéral, c'est que nous respectons les libertés individuelles. Nous avons là un gouvernement qui, se basant sur l'importance des droits collectifs, se permet jour après jour de fouler aux pieds les libertés individuelles qui sont si chères aux Québécois et aux Canadiens.

Dans le domaine administratif, Mme la Présidente, de plus, on politise, et cela par le haut, la fonction publique — surtout par le haut — et on compromet ainsi les plans de carrière des jeunes fonctionnaires. On exerce sur les pouvoirs locaux, municipalités, commissions scolaires, des pressions considérables qui trahissent encore une volonté gouvernementale nettement centralisatrice. On renie, dans le domaine de la fiscalité, les promesses d'indexer les tables d'impôt.

Ce sont ces gens qui parlaient de l'indexation, qui critiquaient l'ancien gouvernement parce qu'il n'indexait pas les tables d'impôt. Ils sont au pouvoir, dans la troisième année de leur mandat, et pas question d'indexer les tables d'impôt. Même, au cours du budget de l'an dernier, on a promis qu'à partir du 1^{er} janvier 1979 on n'indexerait pas les tables d'impôt, mais on indexerait au moins les exemptions. Cela a été annulé, retardé. C'est remis à cause d'une chicane qu'on a eue à Ottawa sur la question de la taxe de vente. Pour renflouer cela, on a dit: On a promis cela, mais on vous l'enlève. C'est le genre d'indexation qu'on a connue à ce jour avec ce gouvernement. On a promis d'indexer les tables d'impôt. On refuse de se rendre aux demandes répétées des milieux économiques en ce qui concerne le niveau de taxation exagéré des cadres moyens et supérieurs des entreprises.

Il y a, dans le domaine administratif, tout le dossier de la réforme électorale. Le temps ne me permet pas d'aborder ce sujet, sauf, Mme la Présidente, que, parlant justement de réforme électorale, je ne dirai qu'un mot: Quand on veut faire une réforme électorale, on ne donne pas l'exemple que l'on vient de donner tout récemment avec les présidents d'élection. Alors qu'un comité présidé par un député péquiste de cette Chambre avait recommandé de dépolitiser la fonction, on s'est empressé, le gouvernement, le premier ministre en tête, de faire les changements, même de les avouer en Chambre. Il a dit qu'il allait continuer de changer, de modifier et de placer, comme présidents d'élection, souvent des créatures politiques du gouvernement. C'est l'exemple que l'on donne dans ce qu'on appelle la réforme électorale.

Ces mêmes gens, rappelons-le, parlant dans cette réforme électorale de leur loi no 2, répondaient quoi aux partis d'Opposition qui demandaient s'il y aurait possibilité pour les personnes morales de contribuer un peu, avec des montants limités, divulgués, publics? Non, a dit le gouvernement, jamais nous n'accepterons de voir les partis politiques financés par des personnes morales, des compagnies, des sociétés. Non! Il va falloir être électeur, être une personne physique, avec des qualités d'électeur. Ces gens, pendant qu'ils faisaient ces professions de foi et qu'ils passaient pour des grands purs, par la porte d'en arrière collectaient les personnes morales, fournisseurs du gouvernement par-dessus le marché. Ce sont des gens qui faisaient cela. Ce n'est que lorsque l'Opposition a posé des questions, qu'on les a pressés, que ce gouvernement a promis qu'il apporterait des modifications durant la présente session.

Eh bien, où était leur bonne foi alors qu'ils se promenaient à travers le Québec en disant: Nous ne voulons pas de cela, des personnes morales; nous ne voulons pas recevoir d'argent? Leurs publications étaient financées justement par des personnes morales et, en plus, je le répète, par des entrepreneurs, fournisseurs du gouvernement. C'est cela et c'est ce genre de choses qui vous font mal.

La Vice-Présidente: A l'ordre! A l'ordre!

M. Levesque (Bonaventure): Vous les entendez hurler, Mme la Présidente. Cela leur fait mal qu'on leur dise des vérités. Si on veut dire des vérités, ces gens faisaient des "filibusters" contre les salaires des députés, les salaires des ministres et couraient chercher leur salaire, augmentés les premiers. Et, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, à peine deux mois après, ces ministres se sentent beaucoup plus importants et valables que leurs prédécesseurs et que cela mérite des augmentations de \$10 000 à \$13 000 qu'ils ont empochées dès deux mois après leur élection, après avoir fait un "filibuster" contre les augmentations de salaires. C'est cela, l'hypocrisie, Mme la Présidente! J'aime autant le dire que le penser.

Mme la Présidente, on veut faire croire certain

nes choses, on se sert de slogans. J'ai parlé de supermarché dans le discours inaugural. C'est cela, beaucoup de choses emballées à l'étalage, mais, lorsque l'on voit le contenu réel, c'est là qu'on déplore la situation créée par le gouvernement actuel. Dépenses de publicité et de propagande jamais vues au Québec.

(17 h 40)

Mme la Présidente, je vais conclure parce que je vois que je m'emporte un peu. Je ne veux pas donner d'autres exemples pour le moment. J'en aurai l'occasion. La session va être longue, Mme la Présidente, et elle sera dure, comme le dit le député de Laval. Nous allons revenir et vous voyez, Mme la Présidente, comment il est difficile de parler présentement. Pourtant ils ne sont pas nombreux dans cette Chambre ces péquistes, mais ils ne cessent de crier lorsque l'on touche justement à cette administration et particulièrement à ce genre d'approche que l'on a de l'autre côté.

Mme la Présidente, je termine en disant un mot, vous me le permettrez, de notre formation politique car c'est le Parti libéral du Québec, et je le prétends en toute modestie, qui a bâti le Québec moderne. Amorcé à la fin des années cinquante, illustré par les grandes réalisations de la révolution tranquille et complété par la réforme sociale et les priorités à la croissance économique au cours des années soixante-dix, le Québec moderne s'est ainsi fait de l'ensemble des réalisations qui ont été celles du Parti libéral du Québec. C'est, bien sûr, tous et chacun des Québécois qui sont les premiers artisans de cette construction du Québec moderne. Ces Québécois ont cependant trouvé dans le Parti libéral du Québec un instrument d'action privilégié pour assurer le progrès et le développement de la société québécoise. Cette fierté que nous avons aujourd'hui d'être Québécois, c'est sans doute au cours des 20 dernières années qu'elle est particulièrement apparue et qu'elle a pu se manifester d'une façon aussi forte que celle qui rassemble aujourd'hui tous les Québécois au-delà de leur allégeance partisane autour d'une vision de l'avenir que nous voulons tous être à la mesure des espoirs et des ambitions de l'ensemble de nos concitoyens.

Ce Québec moderne qui s'est fait, il a été construit alors que le Québec était partie intégrante du Canada. Nul au Québec ne croit vraiment qu'au sein du fédéralisme canadien la société québécoise est une société exploitée, colonisée, dévaluée. Bien au contraire, tous nous parlons avec combien d'enthousiasme de notre fierté commune de vivre ici sur une terre québécoise et de partager avec l'ensemble du Canada l'expérience d'un pays jeune, dynamique et prometteur, notre pays, le Canada. C'est donc fondamentalement en vue de respecter la volonté toujours clairement exprimée des Québécois de demeurer des Canadiens à part entière que le Parti libéral du Québec réaffirme avec détermination sa volonté de choisir, dans le présent comme dans l'avenir, et le Québec et le Canada. Pour nous, ce qu'il nous a

été permis de faire ainsi dans le passé constitue le gage le plus sûr de ce qu'il nous est permis d'entrevoir pour l'avenir de notre société.

Nous ne voulons pas de rupture avec le Canada, nous entendons continuer de respecter la volonté très majoritaire des Québécois de continuer à vivre à l'intérieur du Canada. C'est pourquoi nous choisissons le Québec et le Canada. Nous n'acceptons pas l'option indépendantiste ou souverainiste véhiculée par le Parti québécois. C'est une option artificielle, inutile, voire même dangereuse.

Nous dénonçons aujourd'hui vigoureusement le gouvernement du Parti québécois pour son manque de franchise, de droiture et de clarté qui l'amène, premièrement, à camoufler le plus possible la signification véritable de son option indépendantiste. Deuxièmement, cela l'amène à allonger indûment les délais et à retarder le plus possible la tenue du référendum sur l'indépendance du Québec. Troisièmement, nous dénonçons les manœuvres et la propagande référendaires et partisans qui imbibent toute l'action du gouvernement du Parti québécois, traduisant ainsi une obsession référendaire qui va directement à l'encontre des intérêts supérieurs du Québec. Quatrièmement, nous regrettons qu'en dépit de toutes les promesses et les études le gouvernement du Parti québécois ne soit pas encore parvenu à définir d'une façon claire et responsable le contenu de la notion de souveraineté-association et qu'il se soit engagé à cet égard à suivre plutôt la voie de la confusion et de l'ambiguïté.

Le Parti libéral du Québec reconnaît la volonté du sentiment d'appartenance des Québécois au Québec; nous sommes pleinement et authentiquement des Québécois et nous nous identifions sans réserve à cette société distincte que nous formons à l'intérieur du Canada. Notre nationalisme n'est nullement dirigé contre les autres. Il exprime au contraire une volonté d'affirmation, mais également d'ouverture à nos concitoyens québécois de langue et de culture anglaises, de même qu'à nos concitoyens de l'ensemble du Canada et de tous les groupes ethniques.

Dans l'ordre économique, le Parti libéral du Québec croit que la priorité absolue du gouvernement doit être celle de favoriser la croissance de l'économie du Québec et celle de chercher à inscrire la société québécoise dans les grands courants économiques du continent sur lequel nous vivons. L'entreprise privée a sa place, nous le reconnaissons pleinement, comme nous voulons que, d'une façon raisonnable et sélective, l'État puisse assumer dans l'ordre économique un rôle d'appui, un rôle de soutien absolument indispensable à une économie moderne.

Dans le domaine social, le Parti libéral du Québec cherche à étendre davantage les services sociaux offerts aux citoyens et, d'une façon particulière, à ceux qui en ont le plus besoin. Nous croyons cependant que, dans l'élaboration de notre politique sociale, l'accent doit être mis sur l'efficacité de l'administration, de ses programmes, surtout sur la qualité de l'éducation, qualité

des services de santé et qualité des services sociaux.

Enfin, dans l'ordre culturel, le Parti libéral du Québec croit au caractère profondément français de la société québécoise, mais il tient à dire à nos concitoyens de langue et de culture anglaises qu'ils sont tout autant que nous des Québécois à part entière.

Mme la Présidente, ces positions du Parti libéral du Québec, nous les voulons claires, sans ambiguïté, sans confusion et nous invitons le gouvernement à faire preuve d'un peu plus de transparence et à renseigner, le plus tôt possible, la population du Québec sur ses intentions véritables. Quant à nous, je le dis et le répète, nous sommes fiers d'être Québécois, nous sommes fiers d'être Canadiens et nous sommes fiers, aujourd'hui, comme nous le serons durant toute cette session, de pouvoir participer avec nos collègues à la mise sur pied de lois, à la mise en oeuvre de politiques. Nous espérons bien sincèrement et authentiquement que les mesures que nous allons essayer de bonifier, à chaque occasion qui nous sera donnée, seront à l'avantage de la société québécoise.

Motion de censure

En terminant, ce n'est pas avec plaisir que je le fais, mais c'est par sens du devoir, je dois proposer à cette Assemblée une motion qui se lit comme suit, une motion de censure du gouvernement: Que cette Assemblée adresse un blâme sévère au gouvernement pour son manque de franchise, de droiture et de clarté sur tout ce qui concerne son option indépendantiste et déplore vivement que la présente obsession référendaire du gouvernement fasse passer au second rang la solution des problèmes économiques et sociaux des Québécois.

Mme la Présidente, je vous remercie.

La Vice-Présidente: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Mme la Présidente, je voudrais proposer l'ajournement du débat.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Une Voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je voudrais rappeler que demain matin se réuniront, à la salle 81-A, la commission du travail et de la main-d'oeuvre sur la loi 126 et, au salon rouge, la commission des affaires municipales sur le projet de loi no 107.

Je propose l'ajournement de la Chambre à demain, 14 heures.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

M. Proulx: Adopté à l'unanimité!

La Vice-Présidente: Adopté.
Cette Assemblée ajourne ses travaux à demain, 14 heures.

Fin de la séance à 17 h 50

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*